European Commission

Eurobaromètre Spécial 493

Résumé

La discrimination dans l'Union européenne

Terrain
Mai 2019
Publication
Octobre 2019

Etude commandée par la Commission européenne,
Direction générale Justice et Consommateurs
et coordonnée par la Direction générale Communication

Le présent document ne représente pas le point de vue de la Commission européenne.
Les interprétations et opinions qu'il contient n'engagent que les auteurs.

Eurobaromètre spécial 493 – Vague EB91.4 – Kantar

Eurobaromètre Spécial 493

Résumé

La discrimination dans l'Union européenne

Mai 2019

Enquête réalisée par Kantar pour le compte de Kantar Belgium à la demande de la Commission européenne, direction générale de la justice et des consommateurs

Enquête coordonnée par la Commission européenne, direction générale Communication (Unité « Surveillance des médias et Eurobaromètre » de la DG COMM)

Titre du projet

Eurobaromètre Spécial 493
“La discrimination dans l’Union européenne”
Résumé
FR

© l’Union européenne, 2019

https://ec.europa.eu/commfrontoffice/publicopinion

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION 3

I. APPARTENIR À UN GROUPE EXPOSÉ AU RISQUE DE DISCRIMINATION ET CERCLES SOCIAUX 5

II. PERCEPTION ET ATTITUDES À L'ÉGARD DE LA DISCRIMINATION DANS L'UE 6

1 Perceptions de la discrimination dans l'UE 6

2. Attitudes : les Européens sont-ils à l'aise avec des personnes appartenant à des groupes exposés au risque de discrimination ? 9

3. L'origine ethnique et la couleur de peau 12

4. Les roms 14

5. Le sexe 15

6. L'orientation sexuelle 17

7. L'âge 18

8. La religion et lesconvictions 19

9. Le handicap 21

III. LES LGBTI : DROITS ET GESTES D'AFFECTION EN PUBLIC 22

IV. LES ROMS 26

V. EXPÉRIENCE DE LA DISCRIMINATION 28

VI. OPINIONS SUR L'ÉGALITÉ DES CHANCES DANS L'EMPLOI 30

VII. MESURES ET POLITIQUES DE LUTTE CONTRE LA DISCRIMINATION 31

CONCLUSION 32

INTRODUCTION

L'égalité des personnes et le droit à la non-discrimination sont consacrés au chapitre III de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne[1]. La discrimination fondée sur une variété de motifs – notamment le sexe, la race, la religion, l'origine ethnique, un handicap et l'orientation sexuelle – est interdite. Pour protéger ces droits, l'Union européenne dispose de l'une des législations anti-discrimination les plus complètes au monde[2].

La Commission européenne s'emploie de différentes manières à lutter contre la discrimination[3], en :

- sensibilisant les individus à leurs droits et obligations ainsi qu'aux avantages de la diversité ;
- prenant des mesures pour lutter contre le racisme et la xénophobie ;
- encourageant l'inclusion des Roms, y compris en prenant des mesures conformément au Cadre de l'UE pour les stratégies nationales d'intégration des Roms jusqu'en 2020 ;
- faisant progresser l'égalité pour les personnes LGBTI (lesbiennes, homosexuels, bisexuel(le)s, transsexuel(le)s et intersexes) ;
- engageant un dialogue avec les églises, les associations religieuses et les organisations non confessionnelles ;
- élaborant des politiques et des programmes de financement pour mettre fin à la discrimination fondée sur l'âge.

Cette enquête a été commandée par la direction générale de la justice et des consommateurs (DG JUST) et coordonnée par la direction générale de la communication (DG COMM). Elle s'inscrit dans une série d'enquêtes Eurobaromètre portant sur la discrimination, les précédentes enquêtes ayant été menées en 2006[4], 2009[5], 2012[6] et 2015[7]. L'enquête actuelle comprend de nombreuses questions posées les années précédentes, ce qui permet de donner un aperçu de l'évolution des opinions et des attitudes à l'égard de la discrimination, ainsi que de l'acceptation sociale à l'égard de divers groupes exposés au risque de discrimination.

Le rapport traite des questions suivantes :

- la perception des personnes interrogées concernant leur appartenance à un groupe exposé au risque de discrimination ;
- les perceptions et attitudes à l'égard de la discrimination, y compris l'ampleur perçue de la discrimination dans les pays des personnes interrogées, et si les personnes interrogées se sentent à l'aise avec les différents groupes exposés au risque de discrimination dans différentes situations ;

[1] https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX:12012P/TXT

[2] Voir la directive sur l'égalité raciale (directive 2000/43/CE) relative à la mise en œuvre du principe de l'égalité de traitement entre les personnes sans distinction de race ou d'origine ethnique ; la directive-cadre sur l'emploi (directive 2000/78/CE) contre la discrimination au travail fondée sur la religion ou les convictions, un handicap, l'âge ou l'orientation sexuelle ; Refonte de la directive sur le genre (directive 2006/54/CE) relative à la mise en œuvre du principe de l'égalité des chances et de l'égalité de traitement entre hommes et femmes en matière d'emploi et de travail ; Directive sur l'égalité d'accès aux biens et aux services (directive 2004/113/CE) mettant en œuvre le principe de l'égalité de traitement entre les femmes et les hommes dans l'accès des biens et services et la fourniture de biens et services ; Directive 2010/41/UE du Parlement européen et du Conseil du 7 juillet 2010 concernant l'application du principe de l'égalité de traitement entre hommes et femmes exerçant une activité indépendante, et abrogeant la directive 86/613/CEE du Conseil ; Directive 79/7/CEE du 19 décembre 1978 relative à la mise en œuvre progressive du principe de l'égalité de traitement entre hommes et femmes en matière de sécurité sociale.

[3] https://ec.europa.eu/info/policies/justice-and-fundamental-rights/combatting-discrimination_fr

[4] http://ec.europa.eu/public_opinion/archives/ebs/ebs_263_fr.pdf

[5] https://ec.europa.eu/commfrontoffice/publicopinion/archives/ebs/ebs_317_sum_fr.pdf

[6] https://ec.europa.eu/commfrontoffice/publicopinion/archives/ebs/ebs_393_sum_fr.pdf

[7] http://ec.europa.eu/commfrontoffice/publicopinion/index.cfm/ResultDoc/download/DocumentKy/68004

- les attitudes envers les personnes LGBTI, y compris s'agissant de leurs droits, et le sentiment d'être à l'aise avec les gestes d'affection en public ;
- les attitudes envers les Roms, y compris si les personnes interrogées se sentent à l'aise avec les Roms dans différents contextes, l'efficacité des efforts d'intégration et la perception quant à la question de savoir si une meilleure intégration des Roms profiterait à la société ;
- l'expérience personnelle en matière de discrimination et l'interlocuteur à qui les personnes interrogées préféreraient s'adresser en cas de discrimination ;
- les opinions sur l'égalité des chances dans l'emploi, notamment sur le point de savoir si suffisamment d'efforts sont faits pour encourager la diversité sur le lieu de travail ;
- les mesures et politiques de lutte contre la discrimination, y compris l'efficacité perçue des efforts faits entrepris au niveau national pour lutter contre la discrimination, et les actions personnelles réalisées dans ce domaine.

Cette enquête a été réalisée par Kantar dans les 28 États membres de l'Union européenne du 9 au 25 mai 2019. Quelque 27 438 personnes issues de différents groupes sociaux et démographiques ont été interrogées en face à face à leur domicile dans leur langue maternelle, pour le compte de la direction générale de la justice et des consommateurs (DG JUST). La méthodologie utilisée est celle des enquêtes Eurobaromètre menées par la direction générale de la communication (unité « Suivi des médias et Eurobaromètre »)[8]. Une note technique relative à la manière dont les entretiens sont réalisés est jointe en annexe de ce rapport. Sont également inclus les méthodes d'entretien et les intervalles de confiance[9].

Note : dans ce rapport, les États membres sont désignés par leur abréviation officielle. Les abréviations utilisées dans ce rapport sont les suivantes :

Autriche	AT	Irlande	IE
Belgique	BE	Italie	IT
Bulgarie	BG	Lituanie	LT
République de Chypre	CY*	Luxembourg	LU
République tchèque	CZ	Lettonie	LV
Allemagne	DE	Malte	MT
Danemark	DK	Pays-Bas	NL
Estonie	EE	Pologne	PL
Grèce	EL	Portugal	PT
Espagne	ES	Roumanie	RO
Finlande	FI	Suède	SE
France	FR	Slovénie	SI
Croatie	HR	Slovaquie	SK
Hongrie	HU	Royaume-Uni	UK

* Chypre dans son ensemble est l'un des 28 États membres de l'UE. Cependant, *l'acquis communautaire* est suspendu dans la partie du pays qui n'est pas contrôlée par le Gouvernement de la République de Chypre. Pour des raisons pratiques, seuls les entretiens réalisés dans la partie du pays contrôlée par le Gouvernement de la République de Chypre sont inclus dans la catégorie « CY » et dans la moyenne de l'UE28.

Nous tenons à remercier les personnes à travers l'Union européenne

qui ont pris le temps de participer à cette enquête.

Sans leur participation active, cette étude n'aurait pas été possible.

[8] https://ec.europa.eu/commfrontoffice/publicopinion/index.cfm/General/index/general/doChangeLocale/locale/fr/curEvent/General.index/

[9] Les tableaux de résultats sont inclus dans l'annexe. Il convient de noter que le total des pourcentages dans les tableaux de ce rapport peut dépasser 100% dans les cas où la personne interrogée pouvait donner plusieurs réponses à une question.

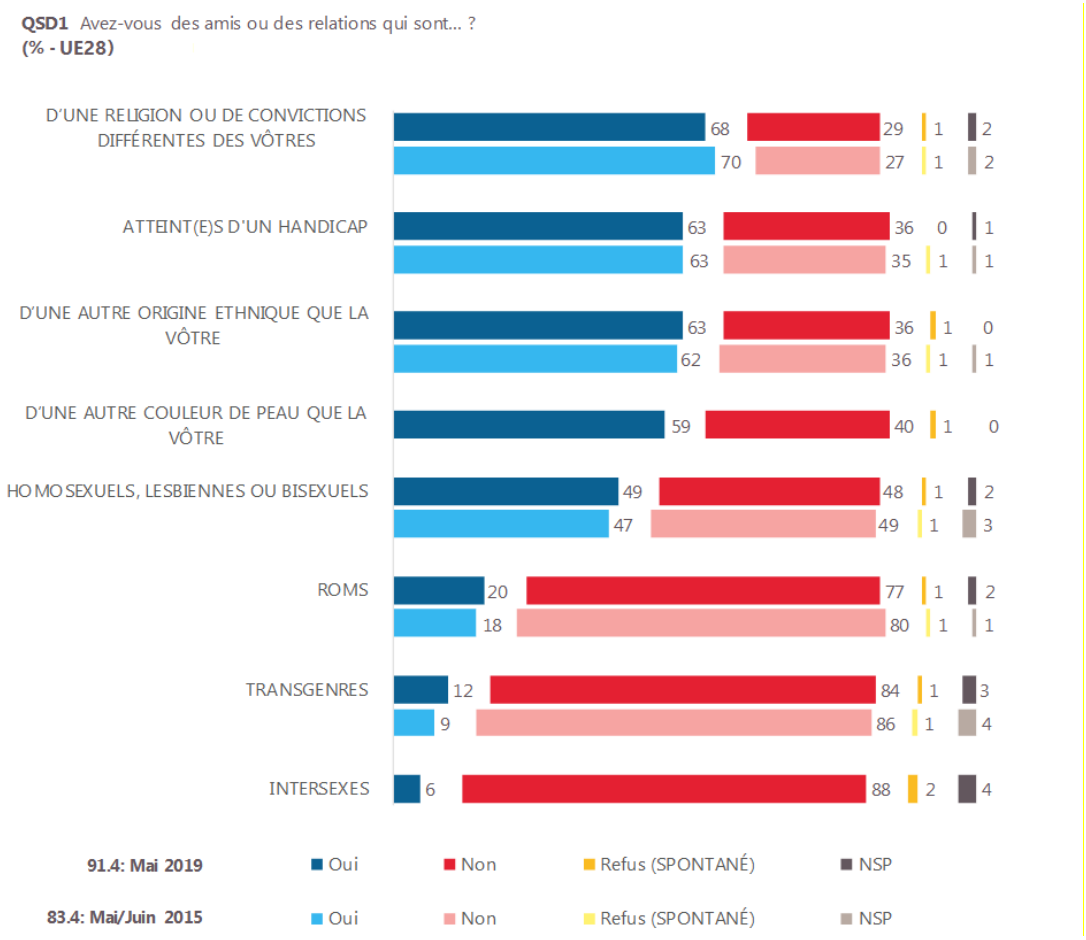
I. APPARTENIR À UN GROUPE EXPOSÉ AU RISQUE DE DISCRIMINATION ET CERCLES SOCIAUX

Bien que seule une faible proportion de personnes interrogées se considèrent comme appartenant à un groupe exposé au risque de discrimination, les personnes interrogées ont des cercles sociaux diversifiés

Un peu plus d'une personne interrogée sur dix (12%) se considère comme appartenant à un groupe minoritaire, la grande majorité (85%) estimant le contraire. Ces résultats sont en phase avec ceux de 2015.

Les personnes interrogées continuent de faire partie de groupes sociaux diversifiés. Plus des deux tiers (68%) ont des amis ou des relations d'une religion différente ou de convictions différentes, et 63% ont un ami ou une relation atteint(e) d'un handicap ou d'une origine ethnique différente. Près de six personnes interrogées sur dix (59%) ont un ami ou une relation de couleur de peau différente et près de la moitié (49%) ont des amis ou des relations qui sont homosexuel(le)s, lesbiennes ou bisexuel(le)s.

Il est moins courant que les personnes interrogées aient des amis ou des relations roms (20%), transgenres (12%) ou intersexes (6%).



Base : toutes les personnes interrogées (n = 27 438)

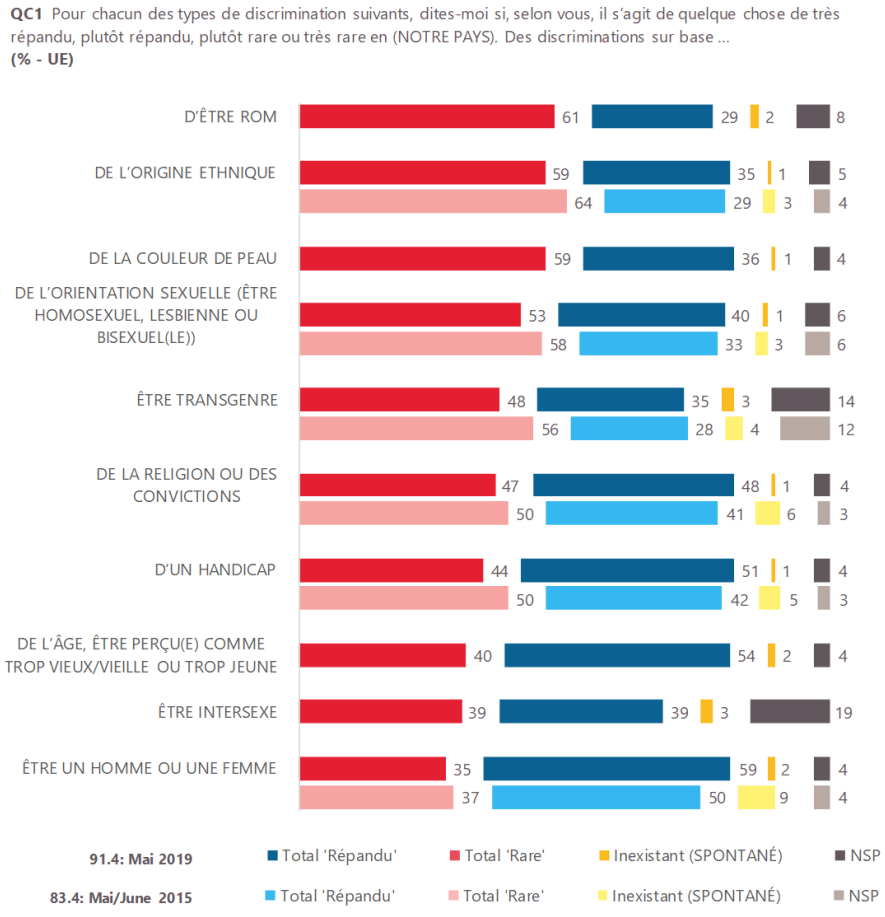
II. PERCEPTION ET ATTITUDES À L'ÉGARD DE LA DISCRIMINATION DANS L'UE

1 Perceptions de la discrimination dans l'UE

a. Vue d'ensemble

La proportion de personnes interrogées qui pensent que la discrimination est répandue dans leur pays a globalement diminué depuis 2015, mais les perceptions varient considérablement en fonction du groupe ciblé par les questions

La discrimination fondée sur le fait d'être rom est considérée comme la plus répandue (61%)[10]. Plus de la moitié des personnes interrogées déclarent également que la discrimination fondée sur l'origine ethnique et la couleur de la peau (59% dans les deux cas) ou l'orientation sexuelle (53%) est répandue dans leur pays. Près de la moitié (48%) des personnes interrogées estiment que la discrimination à l'encontre des personnes transgenres est répandue, tandis que 47% sont de cet avis concernant la discrimination fondée sur la religion ou les convictions, 44%, sur le handicap et 40% sur le fait d'être perçu comme trop vieux ou trop jeune. Près de quatre personnes interrogées sur dix (39%) affirment que la discrimination fondée sur le fait d'être intersexe est répandue dans leur pays, tandis que 35% partagent cet avis à propos du fait d'être un homme ou une femme.



Base : toutes les personnes interrogées (n = 27 438)

[10]QC1 Pour chacun des types de discrimination suivants, dites-moi si, selon vous, il s'agit de quelque chose de très répandu, plutôt répandu, plutôt rare ou très rare en (NOTRE PAYS). Des discriminations sur base...
En 2015, le libellé de l'item 1.8 était « Identité sexuelle (être transgenre ou transsexuel) » et celui de l'item 1.9 était « Sexe ».

b. L'origine ethnique et la couleur de peau

Près de six personnes interrogées sur dix estiment que la discrimination fondée sur l'origine ethnique ou la couleur de la peau est répandue dans leur pays

Au niveau de l'UE, près de six personnes interrogées sur dix (59%) sont d'avis que la discrimination fondée sur **l'origine ethnique** est répandue dans leur pays, mais il existe des différences importantes entre les États membres. Plus de la moitié des personnes interrogées dans 17 pays pensent que ce type de discrimination est répandu dans leur pays, les proportions les plus élevées étant observées aux Pays-Bas (76%), en France (74%), en Belgique (71%) et en Suède (70%). À l'inverse, 18% des personnes interrogées en Lituanie, 24% en Slovaquie et 25% en Lettonie partagent cette opinion.

Les réponses varient considérablement d'un État membre à l'autre s'agissant de la perception du caractère répandu ou non de la discrimination fondée sur la **couleur de peau**, les proportions allant de 80% en France, 74% en Belgique et 71% aux Pays-Bas à 22% en Lettonie, 23% en Lituanie et 26% en Bulgarie. Globalement, dans 17 pays, plus de la moitié des personnes interrogées estiment que ce type de discrimination est répandu dans leur pays.

c. Être rom

Une majorité d'Européens pensent que la discrimination à l'égard des Roms est un phénomène répandu dans leur pays

Un peu plus de six personnes interrogées sur dix (61%) dans l'UE estiment que la discrimination fondée sur le fait d'être **rom** est répandue. Dans 19 pays, plus de la moitié des personnes interrogées pensent que la discrimination fondée sur ce motif est répandue, les proportions les plus élevées étant observées en Grèce et en Suède (82% dans les deux pays) et en Italie (79%). À l'autre extrémité de l'échelle, 23% des personnes interrogées en Estonie et 35% à Malte et en Lettonie sont du même avis.

d. Le sexe

Plus d'un tiers (35%) des personnes interrogées à travers l'UE pensent que la discrimination fondée sur le fait d'être un homme ou une femme est répandue dans leur pays

Ce résultat représente une légère diminution par rapport à 2015 (- 2 points). La France (52%) est le seul pays où au moins la moitié des personnes interrogées déclarent que la discrimination fondée sur le fait d'être **un homme ou une femme** est répandue, même si plus de quatre personnes interrogées sur dix au Royaume-Uni, en Roumanie (44% dans les deux pays) et en Belgique (43%) sont de cet avis. À l'autre extrémité de l'échelle, 16% des personnes interrogées en Bulgarie, 17% en Slovaquie et 20% en Lettonie et en Pologne estiment que la discrimination fondée sur le fait d'être un homme ou une femme est répandue dans leur pays.

Par rapport à 2015, les personnes interrogées sont aujourd'hui moins nombreuses dans 19 pays à avoir le sentiment que la discrimination fondée sur le fait d'être un homme ou une femme est répandue. Cette tendance est particulièrement forte en Suède (-14 points) et en Hongrie (-10).

Dans certains pays au contraire, un plus grand nombre de personnes estiment désormais que la discrimination fondée sur ce motif est répandue, l'Autriche (+9) et le Portugal (+7) enregistrant la plus forte augmentation. Les femmes sont légèrement plus susceptibles que les hommes de dire que la discrimination fondée sur le fait d'être un homme ou une femme est répandue (37% contre 32%).

Près de la moitié des personnes interrogées (48%) affirment que la discrimination fondée sur le fait d'être transgenre est répandue dans leur pays, et 39% sont de cet avis concernant la discrimination fondée sur le fait d'être intersexe

La perception selon laquelle la discrimination à l'encontre des **personnes transgenres** est répandue dans leur pays est la plus forte chez les personnes interrogées en Italie (66%), au Portugal (59%) et en Espagne (58%), et la plus faible chez celles interrogées en Lettonie et en Slovaquie (20% dans les deux pays), en Bulgarie, en République tchèque et au Luxembourg (23% dans les trois pays). Il convient de noter que, dans la quasi-totalité des pays, plus d'une personne interrogée sur dix indique qu'elle ne sait pas, les niveaux étant particulièrement élevés au Luxembourg (31%), en Bulgarie et en Lettonie (30% dans les deux pays).

Dans quatre pays seulement, au moins la moitié des personnes interrogées déclarent que la discrimination à l'égard des **personnes intersexes** est répandue : en Italie (58%), au Portugal (55%), en Grèce (54%) et à Chypre (52%). À l'autre extrémité de l'échelle, 16% des personnes interrogées en Estonie, 17% au Luxembourg et en Lettonie et 19% en Slovaquie sont du même avis. Dans de nombreux pays, des proportions relativement élevées de personnes interrogées indiquent ne pas savoir.

e. L'orientation sexuelle

Une légère majorité de personnes interrogées estiment que la discrimination à l'égard des homosexuels, des lesbiennes ou des bisexuel(le)s est répandue dans leur pays

Dans l'ensemble de l'UE, un peu plus de la moitié (53%) des personnes interrogées pensent que la discrimination sur la base de **l'orientation sexuelle** est répandue dans leur pays, et au moins un quart des personnes interrogées dans chaque État membre partagent cet avis. Au moins sept personnes interrogées sur dix sont de cet avis en France (73%), au Portugal (71%) et en Grèce (70%), contre 25% en Slovaquie, 27% au Luxembourg et 29% en Bulgarie.

f. L'âge

Quatre personnes interrogées sur dix estiment que la discrimination fondée sur l'âge est répandue dans leur pays

Dans l'UE, quatre personnes interrogées sur dix pensent que la discrimination fondée sur **le fait d'être perçu comme trop vieux ou trop jeune** est répandue dans leur pays. Dans seulement quatre pays, au moins la moitié des personnes interrogées estiment que ce type de discrimination est répandu : la France (54%), le Portugal (52%), le Royaume-Uni (51%) et la Grèce (50%). À l'autre extrémité de l'échelle, 20% des personnes interrogées en Allemagne, 22% en Slovaquie et 23% au Luxembourg partagent cette opinion.

g. La religion et les convictions

Près de la moitié des personnes interrogées pensent que la discrimination fondée sur la religion ou les convictions est répandue dans leur pays

L'opinion au sein de l'UE est divisée sur le point de savoir si la discrimination fondée sur la **religion ou les convictions** est répandue dans le pays des personnes interrogées : 47% déclarent qu'elle est répandue et 48% qu'elle est rare. Il existe également des variations considérables d'un pays à l'autre. Près de sept personnes interrogées sur dix en France (69%), 65% en Belgique et 61% au Royaume-Uni et au Danemark estiment que la discrimination sur cette base est répandue, contre 12% en Lettonie, 13% en Slovaquie et 15% en Lituanie. Dans sept pays, au moins la moitié des personnes interrogées s'accordent à dire que ce type de discrimination est « répandu ».

h. Le handicap

Plus de quatre personnes interrogées sur dix pensent que la discrimination à l'encontre des personnes atteintes d'un handicap est répandue dans leur pays

Dans l'UE, plus de quatre personnes interrogées sur dix (44%) affirment que la discrimination fondée sur le **handicap** est répandue dans leur pays, tandis que 51% la considèrent comme rare. Au niveau national, les personnes interrogées en France (63%), au Portugal (58%) et en Grèce (53%) sont les plus susceptibles d'indiquer que ce type de discrimination est répandu. À l'autre extrémité de l'échelle, 19% des personnes interrogées au Luxembourg, 21% en Slovaquie et 28% en Pologne partagent cette opinion.

2. Attitudes : les Européens sont-ils à l'aise avec des personnes appartenant à des groupes exposés au risque de discrimination ?

a. Vue d'ensemble

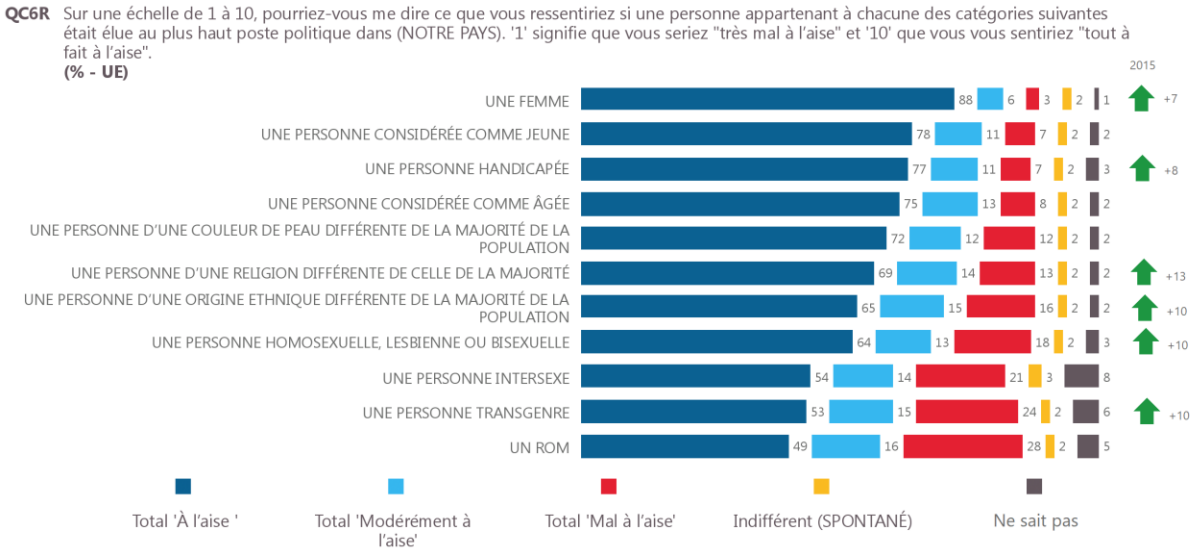
Par rapport à 2015, les personnes interrogées déclarent désormais se sentir plus à l'aise, mais il existe des variations considérables en fonction du groupe exposé au risque de discrimination

Les personnes interrogées sont de plus en plus à l'aise[11] à l'idée qu'un membre de l'un de ces groupes soit élu au plus haut poste politique[12]. C'est particulièrement vrai concernant une personne de religion différente de la majorité (69%, +13 points par rapport à 2015), une personne transgenre (53%, +10), une personne d'une origine ethnique différente de la majorité de la population (65%, +10), ou encore une personne homosexuelle, lesbienne ou bisexuelle (64%, +10).

[11] Aux fins de l'analyse, les réponses des personnes interrogées ont été fusionnées en trois catégories : « à l'aise » (score de 7-10 sur 10), « modérément à l'aise » (score de 5 ou 6) et « mal à l'aise » (score de 1 à 4).

[12] QC6 Sur une échelle de 1 à 10, pourriez-vous me dire ce que vous ressentiriez si une personne appartenant à chacune des catégories suivantes était élue au plus haut poste politique dans (NOTRE PAYS). '1' signifie que vous seriez « très mal à l'aise » et '10' que vous vous sentiriez « tout à fait à l'aise ».

La proportion de personnes interrogées qui déclarent être à l'aise avec l'idée qu'une personne appartenant à l'un des groupes exposés au risque de discrimination soit élue au plus haut poste politique **varie** de 88% pour une femme, 78% pour une personne perçue comme jeune et 77% pour une personne atteinte d'un handicap à 49% pour un Rom, 53% pour une personne transgenre et 54% pour une personne intersexe.

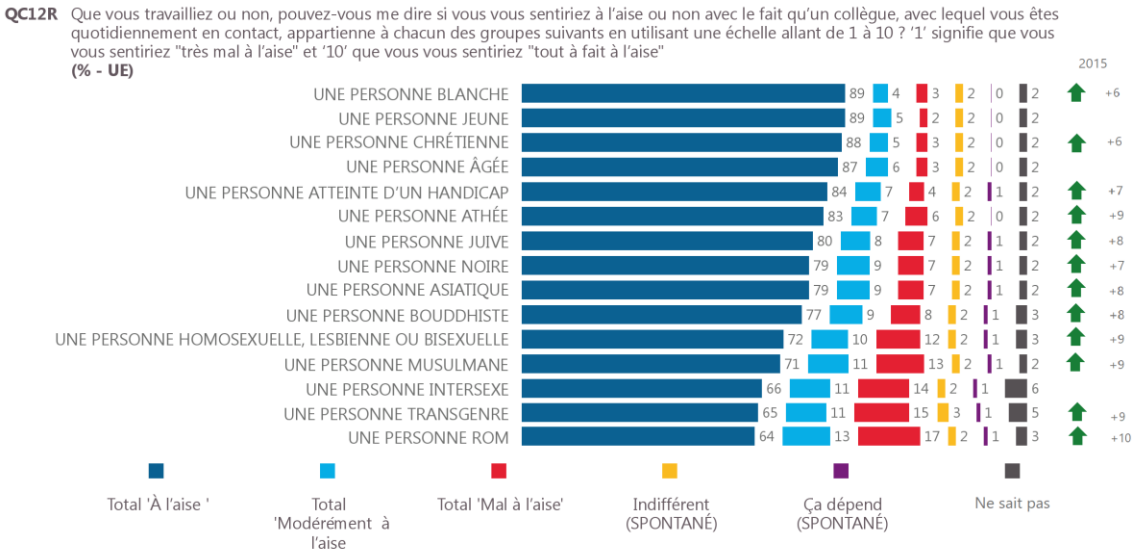


Base : toutes les personnes interrogées (n = 27 438)

Par rapport à 2015, les personnes interrogées se sentent également plus à l'aise avec l'idée d'avoir comme **collègue de travail**[13] une personne appartenant à l'un des groupes mentionnés, la plus forte augmentation concernant les Roms (64%, +10 points) ; les athées (83%, +9) ; les personnes homosexuelles, lesbiennes ou bisexuelles (72%, +9) ; les musulmans (71%, +9) ; ou les personnes transgenres (65%, +9).

Cependant, les proportions **varient** considérablement en fonction du groupe concerné : de 89% pour une personne blanche ou jeune, 88% pour une personne chrétienne et 87% pour une personne âgée à 64% pour une personne rom, 65% pour une personne transgenre et 66% pour une personne intersexe.

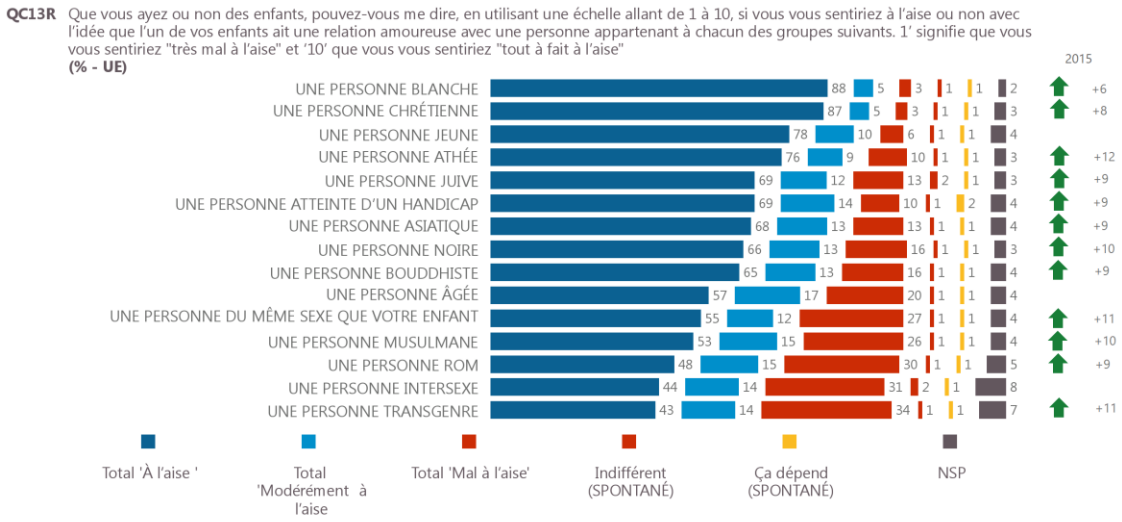
[13] QC12 Que vous travailliez ou non, pouvez-vous me dire si vous vous sentiriez à l'aise ou non avec le fait qu'un collègue, avec lequel vous êtes quotidiennement en contact, appartienne à chacun des groupes suivants en utilisant une échelle allant de 1 à 10 ? '1 signifie que vous seriez « très mal à l'aise » et '10 que vous vous sentiriez « tout à fait à l'aise ».



Base : toutes les personnes interrogées (n = 27 438)

Par rapport à 2015, les personnes interrogées se sentent plus à l'aise avec l'idée qu'une personne appartenant à l'un des groupes ait **une relation amoureuse avec l'un de leurs enfants**[14]. On constate une forte augmentation à l'égard des athées (76%, +12 points), d'une personne du même sexe que leur enfant (55%, +11), une personne transgenre (43%, +11), une personne noire (66%, +10), une personne musulmane (53%, +10) ou une personne rom (48%, + 9).

La proportion de personnes interrogées qui indiquent qu'elles se sentiraient à l'aise si l'un de leurs enfants entretenait une relation amoureuse avec un membre de l'un des groupes **varie** de 88% dans le cas d'une personne blanche, 87% dans le cas d'un chrétien et 76% dans le cas d'un athée à 43% dans le cas d'une personne transgenre, 44% dans le cas d'une personne intersexe et 48% dans le cas d'une personne rom.



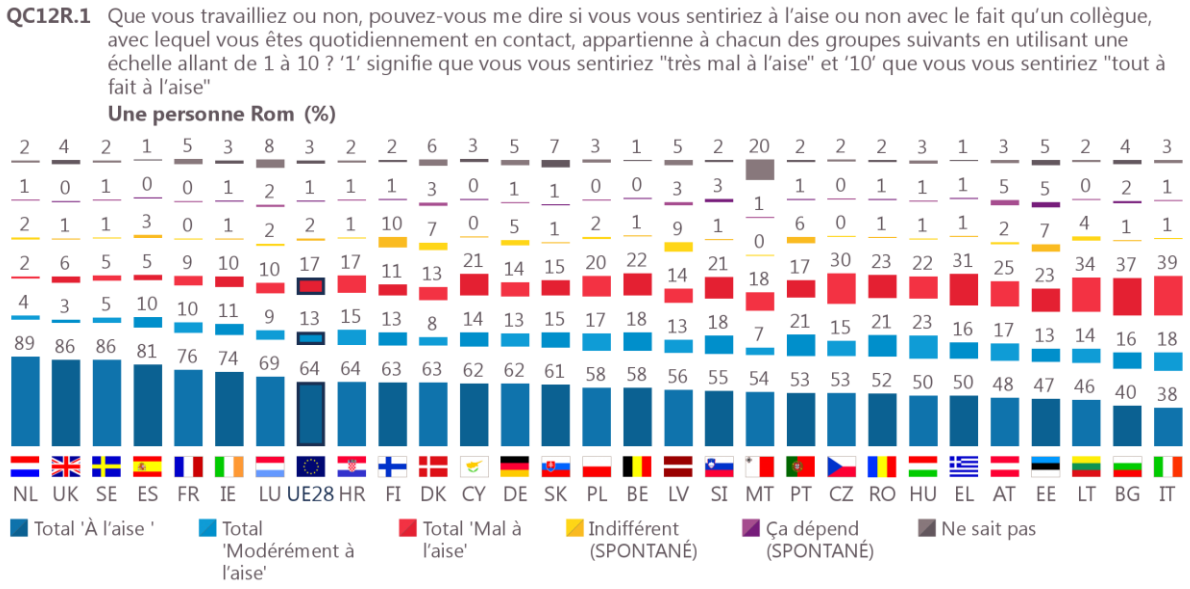
Base : toutes les personnes interrogées (n = 27 438)

[14] QC13 Que vous ayez ou non des enfants, pouvez-vous me dire, en utilisant une échelle allant de 1 à 10, si vous vous sentiriez à l'aise ou non avec l'idée que l'un de vos enfants ait une relation amoureuse avec une personne appartenant à chacun des groupes suivants. '1 signifie que vous seriez « très mal à l'aise » et '10 que vous vous sentiriez « tout à fait à l'aise ».

Les attitudes varient considérablement entre les pays de l'UE

On observe **des différences importantes entre les États membres**. Les personnes interrogées au Royaume-Uni, aux Pays-Bas, en Irlande, en Espagne et en Suède figurent systématiquement parmi les plus susceptibles de se sentir à l'aise avec une personne appartenant à un groupe exposé au risque de discrimination pour chacun des scénarios. Celles interrogées en Bulgarie, en Hongrie, en Lettonie et en Lituanie comptent assez régulièrement parmi les moins susceptibles de se sentir à l'aise dans chacun des cas mentionnés.

Par exemple, concernant la mesure dans laquelle les Européens se sentent à l'aise avec le fait d'avoir une **personne rom** comme **collègue** de travail, le pourcentage de personnes interrogées déclarant qu'elles se sentiraient à l'aise se situe entre 38% en Italie ou 40% en Bulgarie et 86% en Royaume-Uni et en Suède et 89% aux Pays-Bas.



Base : toutes les personnes interrogées (n = 27 438)

3. L'origine ethnique et la couleur de peau

a. Une personne d'origine ethnique ou de couleur de peau différente élue au plus haut poste politique

Plus de six personnes interrogées sur dix se sentiraient à l'aise si une personne d'une origine ethnique ou d'une couleur de peau différente de celle de la majorité était élue au plus haut poste politique

Près des deux tiers (65%) des personnes interrogées dans l'ensemble de l'UE seraient à l'aise si une personne d'**origine ethnique** différente de la majorité était élue au plus haut poste politique. Des variations considérables sont observées au niveau des pays. Ainsi, au moins huit personnes interrogées sur dix au Royaume-Uni (88%), aux Pays-Bas (85%), en Irlande, en Espagne et en Suède (80% dans les trois pays) seraient à l'aise avec cela, contre 40% en République tchèque, 42% en Bulgarie et 43% en Hongrie. Malgré ces différences, il convient toutefois de noter que l'attitude la plus courante dans chaque pays est de se sentir « à l'aise ».

Les réponses concernant l'élection d'une personne d'une **couleur de peau** différente de celle de la majorité au plus haut poste politique du pays varient également considérablement d'un État membre à l'autre : de 95% aux Pays-Bas, 92% au Royaume-Uni et 89% en Suède à 38% en Bulgarie, 42% en Hongrie et 43% en Lituanie.

b. Travailler avec une personne noire, asiatique ou blanche

Les personnes interrogées sont aujourd'hui plus à l'aise à l'idée d'avoir une personne noire, asiatique ou blanche comme collègue de travail

Près de huit personnes interrogées sur dix (79%) déclarent qu'elles se sentiraient à l'aise si elles étaient quotidiennement en contact avec un **collègue de travail noir**. De plus, 9% seraient modérément à l'aise dans cette situation, tandis que 7% seraient mal à l'aise. Dans les 28 pays, la réponse la plus courante est « à l'aise », bien que les proportions varient considérablement, de 96% des personnes interrogées aux Pays-Bas et 95% au Royaume-Uni et en Suède à 46% en Hongrie, 48% en Bulgarie et 57% en Autriche. La Bulgarie (25%), la Hongrie (24%) et la Lituanie (21%) sont les seuls pays où au moins une personne interrogée sur cinq indique qu'elle serait mal à l'aise.

Près de huit personnes interrogées sur dix (79%) se sentiraient à l'aise si elles étaient quotidiennement en contact avec un **collègue asiatique**, et 9% de plus disent qu'elles se sentiraient modérément à l'aise. Moins d'une personne interrogée sur dix (7%) se sentirait mal à l'aise dans cette situation. Au niveau national, plus de la moitié des personnes interrogées dans chaque État membre affirment qu'elles se sentiraient à l'aise dans ce cas, les proportions allant de 96% aux Pays-Bas à 52% en Bulgarie.

Dans l'UE, 89% des personnes interrogées se sentiraient à l'aise si elles étaient quotidiennement en contact avec un **collègue blanc**. Dans tous les pays, plus de sept personnes interrogées sur dix partagent ce sentiment. Les proportions vont de 97% aux Pays-Bas à 71% en Roumanie.

c. Attitudes : si l'un des enfants avait une relation amoureuse avec une personne noire, asiatique ou blanche

Les personnes interrogées sont de plus en plus à l'aise avec l'idée qu'une personne noire, asiatique ou blanche entretienne une relation amoureuse avec l'un de leurs enfants

Dans l'UE, les deux tiers des personnes interrogées déclarent qu'elles se sentiraient à l'aise si l'un de leurs enfants avait une relation amoureuse avec une **personne noire**, et 13% de plus indiquent qu'elles se sentiraient modérément à l'aise. Près d'une personne interrogée sur cinq (16%) estime qu'elle serait mal à l'aise dans cette situation. Les variations d'un pays à l'autre sont considérables. Au moins huit personnes interrogées sur dix aux Pays-Bas (89%), en Suède (88%), au Royaume-Uni (86%) et en France (80%) affirment qu'elles se sentiraient à l'aise si leur enfant avait une relation amoureuse avec une personne noire, contre 15% en Bulgarie, 26% en Hongrie et 33% en Slovaquie. La Bulgarie est le seul pays où plus de la moitié des personnes interrogées indiquent qu'elles seraient mal à l'aise dans cette situation (63%). « Mal à l'aise » est également la réponse la plus courante en Hongrie, en Slovaquie, en République tchèque et en Lituanie.

Plus des deux tiers (68%) des personnes interrogées dans l'UE déclarent qu'elles se sentiraient à l'aise si l'un de leurs enfants avait une relation amoureuse avec une **personne asiatique**, tandis que 13% de plus se sentiraient modérément à l'aise. Un peu plus d'une personne interrogée sur dix (13%) affirme qu'elle ne serait pas à l'aise dans cette situation.

Une fois encore, les variations entre les pays sont considérables. Neuf personnes interrogées sur dix aux Pays-Bas et en Suède affirment qu'elles se sentiraient à l'aise dans cette situation, contre 26% en Bulgarie et 37% à Chypre et en Lituanie. Ces trois pays sont les seuls où « mal à l'aise » est la réponse la plus courante.

Près de neuf personnes interrogées dans l'UE sur dix (88%) indiquent qu'elles se sentiraient à l'aise si l'un de leurs enfants avait une relation amoureuse avec une **personne blanche**, et 5% de plus indiquent qu'elles seraient modérément à l'aise dans cette situation. On observe relativement peu de variations entre les pays. La proportion de personnes interrogées qui se sentiraient à l'aise dans ce cas va de 96% en Grèce et 95% en Irlande, aux Pays-Bas et en Suède à 70% en Roumanie et 79% en Autriche et en Pologne.

4. Les roms

Les attitudes envers les personnes roms se sont améliorées par rapport à 2015, mais il existe encore de fortes variations entre les États membres

L'acceptation des Roms dans différents contextes de la vie quotidienne s'est **améliorée** depuis 2015 : 64% (contre 54% en 2015) des personnes interrogées affirment aujourd'hui qu'elles se sentiraient à l'aise de travailler avec un collègue rom et 48% (contre 39% en 2015) affirment qu'elles seraient à l'aise si un de leurs enfants avait une relation amoureuse avec une personne rom.

Il existe de **fortes variations** entre les États membres, les personnes interrogées au Royaume-Uni (74%), en Suède (71%), aux Pays-Bas (69%) et en Espagne (65%) étant parmi les plus susceptibles de dire qu'elles se sentiraient à l'aise si l'un de leurs enfants entretenait une relation amoureuse avec une personne rom, tandis que les personnes interrogées en Bulgarie (14%), en Grèce (21%) et en Lituanie (22%) étant beaucoup moins susceptibles de partager ce sentiment.

a. Un Rom élu au plus haut poste politique

Près de la moitié (49%) des personnes interrogées déclarent qu'elles seraient à l'aise avec l'idée qu'une personne rom soit élue au plus haut poste politique

De plus, 16% disent qu'elles se sentiraient modérément à l'aise et plus du quart (28%) des personnes interrogées affirment qu'elles se sentiraient mal à l'aise. Dans la plupart des pays, la proportion de personnes interrogées qui seraient à l'aise si une **personne rom** était élue au plus haut poste politique dans leur pays est relativement faible, et on ne compte que sept pays où au moins la moitié des personnes interrogées disent qu'elles se sentiraient à l'aise dans cette situation. Il existe des variations importantes entre les pays : au moins sept personnes interrogées sur dix aux Pays-Bas (76%), en Espagne et au Royaume-Uni (72% dans les deux pays) et en Suède (70%) disent qu'elles seraient à l'aise dans cette situation, contre 21% en Lituanie, 25% en Bulgarie et 29% en Italie et en Estonie.

b. *Travailler avec un Rom*

Près des deux tiers (64%) des personnes interrogées déclarent qu'elles seraient à l'aise si elles étaient quotidiennement en contact avec un collègue rom

En outre, 13% affirment qu'elles se sentiraient modérément à l'aise. Moins d'une personne interrogée sur cinq (17%) indique qu'elle serait mal à l'aise dans cette situation.

Les personnes interrogées aux Pays-Bas (89%), au Royaume-Uni et en Suède (86% dans les deux pays) sont les plus susceptibles de penser qu'elles seraient à l'aise si elles étaient quotidiennement en contact avec un collègue **rom**, contre 38% en Italie, 40% en Bulgarie et 46% en Lituanie. L'Italie est le seul pays où les personnes interrogées sont plus susceptibles de dire qu'elles seraient mal à l'aise (39%) que de dire qu'elles seraient à l'aise (38%) dans cette situation.

c. *Si l'un des enfants avait une relation amoureuse avec une personne rom*

Les personnes interrogées sont moins susceptibles d'être à l'aise avec l'idée que l'un de leurs enfants ait une relation amoureuse avec une personne rom qu'elles ne le sont avec l'idée d'avoir une personne rom comme collègue

Les personnes interrogées sont aujourd'hui plus susceptibles qu'en 2015 de dire qu'elles se sentiraient à l'aise si l'un de leurs enfants avait une relation amoureuse avec une **personne rom** (48%). En outre, 15% affirment qu'elles se sentiraient modérément à l'aise et 30% qu'elles se sentiraient mal à l'aise. Au niveau des pays, les personnes interrogées au Royaume-Uni (74%), en Suède (71%) et aux Pays-Bas (69%) seraient les plus susceptibles de se sentir à l'aise si l'un de leurs enfants entretenait une relation amoureuse avec une personne rom, les personnes interrogées en Bulgarie (14%), en Grèce (21%) et en Lituanie (22%) étant les moins susceptibles de dire qu'elles se sentiraient à l'aise dans cette situation.

5. Le sexe

a. *Une femme, une personne transgenre ou intersexe élue au plus haut poste politique*

La majorité des personnes interrogées affirment qu'elles se sentiraient à l'aise si une femme, une personne transgenre ou une personne intersexe était élue au plus haut poste politique

Près de neuf personnes interrogées sur dix (88%) à travers l'UE déclarent qu'elles se sentiraient à l'aise si une **femme** était élue au plus haut poste politique dans leur pays et, dans chaque État membre, plus de sept personnes interrogées sur dix partagent ce sentiment[15]. Les proportions varient de 97% aux Pays-Bas, 95% en Suède et 94% au Royaume-Uni et en Irlande à 71% en Roumanie, 78% en Autriche et 81% en Hongrie.

[15] QC6 Sur une échelle de 1 à 10, pourriez-vous me dire ce que vous ressentiriez si une personne appartenant à chacune des catégories suivantes était élue au plus haut poste politique dans (NOTRE PAYS). '1' signifie que vous seriez « très mal à l'aise » et '10' que vous vous sentiriez « tout à fait à l'aise ».

Bien que plus de la moitié (54%) de l'ensemble des personnes interrogées dans l'UE déclarent qu'elles seraient à l'aise avec le fait qu'une personne **intersexe** soit élue au plus haut poste politique dans leur pays, il existe des différences considérables entre les pays. Plus de huit personnes interrogées sur dix (84%) aux Pays-Bas déclarent qu'elles seraient à l'aise avec cela, tout comme 79% des personnes interrogées au Royaume-Uni et 75% en Suède. À l'autre extrémité de l'échelle, 16% des personnes interrogées en Bulgarie, 22% en Lituanie et 24% en Lettonie et en Roumanie partagent cet avis.

Bien qu'un peu plus de la moitié (53%) des personnes interrogées dans l'UE déclarent qu'elles seraient à l'aise si une **personne transgenre** était élue au plus haut poste politique de leur pays, l'écart entre les pays atteint 70 points. Plus des trois quarts des personnes interrogées aux Pays-Bas (85%), au Royaume-Uni (80%) et en Suède (78%) indiquent qu'elles seraient à l'aise, contre 15% en Bulgarie, 21% en Lituanie et 23% en Lettonie.

b. Travailler avec une personne transgenre ou intersexe

Une majorité d'Européens sont à l'aise avec l'idée de travailler avec une personne transgenre ou intersexe

Près des deux tiers des personnes interrogées (65%) dans l'UE déclarent qu'elles seraient à l'aise si elles étaient quotidiennement en contact avec un **collègue transgenre**. Un peu plus d'une personne interrogée sur dix (11%) serait modérément à l'aise, tandis que 15% se sentiraient mal à l'aise. Il existe des variations considérables entre les pays. Au moins neuf personnes interrogées sur dix aux Pays-Bas (92%) et en Suède (90%) déclarent qu'elles se sentiraient à l'aise si elles avaient un collègue transgenre, tout comme 89% des personnes interrogées au Royaume-Uni. À l'autre extrémité de l'échelle, 24% des personnes interrogées en Bulgarie, 33% en Hongrie et 35% en Lettonie partagent ce sentiment.

Les deux tiers des personnes interrogées dans l'UE se sentiraient à l'aise si un collègue de travail avec lequel elles avaient des interactions quotidiennes était une **personne intersexe**. De plus, 11% se sentiraient modérément à l'aise, tandis que 14% se sentiraient mal à l'aise. Une fois encore, il existe des variations considérables d'un pays à l'autre. Plus de neuf personnes interrogées sur dix (91%) aux Pays-Bas déclarent qu'elles se sentiraient à l'aise dans cette situation, tout comme 89% au Royaume-Uni et 84% en Suède. En revanche, 26% des personnes interrogées en Bulgarie, 33% en Hongrie et 36% en Lettonie partagent ce sentiment.

c. Si l'un des enfants avait une relation amoureuse avec une personne transgenre ou intersexe

Plus de quatre personnes interrogées dans l'UE sur dix (43%) déclarent qu'elles se sentiraient à l'aise si l'un de leurs enfants avait une relation amoureuse avec une **personne transgenre**, et 14% de plus disent qu'elles se sentiraient modérément à l'aise. Un peu plus d'un tiers (34%) se sentirait mal à l'aise. Les niveaux varient considérablement d'un pays à l'autre. Plus de six personnes interrogées sur dix au Royaume-Uni, en Suède (68% dans les deux pays), aux Pays-Bas (66%) et en Espagne (61%) affirment qu'elles se sentiraient à l'aise dans cette situation, contre 5% en Bulgarie et 12% en Lituanie et Lettonie. Globalement, dans 11 pays, le sentiment qui prévaut est « à l'aise » et 17 pays où « mal à l'aise » est la réponse la plus courante.

Plus de quatre personnes interrogées sur dix (44%) dans l'UE déclarent qu'elles se sentiraient à l'aise si l'un de leurs enfants avait une relation amoureuse avec une **personne intersexe**.

De plus, 14% déclarent qu'elles se sentiraient modérément à l'aise, tandis que 31% se sentiraient mal à l'aise dans cette situation. Encore une fois, les degrés d'aise varient considérablement d'un pays à l'autre. Plus de six personnes interrogées sur dix au Royaume-Uni (69%), aux Pays-Bas et en Suède (66% dans les deux pays) et en Espagne (61%) indiquent qu'elles se sentiraient à l'aise dans cette situation, contre seulement 7% en Bulgarie et 13% en Lettonie et Lituanie.

6. L'orientation sexuelle

a. Une personne homosexuelle, lesbienne ou bisexuelle élue au plus haut poste politique

Près des deux tiers (64%) des personnes interrogées affirment qu'elles se sentiraient à l'aise si une personne homosexuelle, lesbienne ou bisexuelle était élue au plus haut poste politique dans leur pays

De plus, 13% indiquent qu'elles se sentiraient modérément à l'aise dans cette situation[16]. Près d'une sur cinq (18%) affirme qu'elle se sentirait mal à l'aise. Les opinions varient considérablement d'un pays à l'autre. Au moins neuf personnes interrogées sur dix aux Pays-Bas (93%) et en Suède (90%) et 86% au Royaume-Uni indiquent qu'elles se sentiraient à l'aise dans cette situation, contre 18% en Bulgarie et 26% en Roumanie et en Lituanie. Dans 22 pays, les personnes interrogées sont aujourd'hui plus susceptibles de dire qu'elles se sentiraient à l'aise si **une personne homosexuelle, lesbienne ou bisexuelle** était élue au plus haut poste politique du pays, alors que, dans six pays, les personnes interrogées sont plus susceptibles de dire qu'elles seraient mal à l'aise.

b. Travailler avec une personne homosexuelle, lesbienne ou bisexuelle

Près des trois quarts (72%) des personnes interrogées se sentiraient à l'aise si elles étaient quotidiennement en contact avec un(e) collègue homosexuel(le) lesbienne ou bisexuel(le)

De plus, 10% déclarent qu'elles se sentiraient modérément à l'aise dans cette situation, tandis que 12% disent qu'elles se sentiraient mal à l'aise. Dans tous les pays sauf cinq, plus de la moitié des personnes interrogées indiquent qu'elles se sentiraient à l'aise avec un(e) collègue **homosexuel(le), lesbienne ou bisexuel(le)**, les proportions les plus élevées étant observées aux Pays-Bas (96%), en Suède (94%) et au Royaume-Uni (92%). Les exceptions sont la Bulgarie (27%), la Roumanie (36%), la Hongrie (41%), la Lettonie et la Lituanie (44% dans les deux pays). Cependant, la Roumanie et la Bulgarie sont les seuls pays où les personnes interrogées sont plus susceptibles de dire qu'elles seraient mal à l'aise qu'à l'aise.

[16] QC6 Sur une échelle de 1 à 10, pourriez-vous me dire ce que vous ressentiriez si une personne appartenant à chacune des catégories suivantes était élue au plus haut poste politique dans (NOTRE PAYS). '1' signifie que vous seriez « très mal à l'aise » et '10' que vous vous sentiriez « tout à fait à l'aise ». 6.2 Une personne homosexuelle, lesbienne ou bisexuelle

c. Si l'un des enfants avait une relation amoureuse avec une personne du même sexe

La majorité des personnes interrogées se sentiraient à l'aise si l'un de leurs enfants avait une relation amoureuse avec une personne du même sexe

Plus de la moitié (55%) des personnes interrogées dans l'UE se sentiraient à l'aise si l'un de leurs enfants entretenait une relation amoureuse avec une **personne du même sexe**, et 12% de plus déclarent qu'elles se sentiraient modérément à l'aise. Plus du quart (27%) des personnes interrogées affirment qu'elles se sentiraient mal à l'aise dans cette situation.

Les résultats varient considérablement d'un pays à l'autre : 86% aux Pays-Bas, 83% en Suède et 77% au Royaume-Uni se sentiraient à l'aise si l'un de leurs enfants vivait une relation amoureuse avec une personne du même sexe, contre 7% en Bulgarie, 16% en Lituanie et 17% à Chypre et en Grèce.

7. L'âge

a. Une personne considérée comme jeune ou âgée élue au plus haut poste politique

Une grande majorité des personnes interrogées sont à l'aise avec l'idée qu'une personne considérée comme jeune ou âgée soit élue au plus haut poste politique dans leur pays

Globalement, plus des trois quarts (78%) des personnes interrogées affirment qu'elles se sentiraient à l'aise si **une personne considérée comme jeune** était élue au plus haut poste politique dans leur pays. Plus de six personnes interrogées sur dix dans chaque pays déclarent qu'elles se sentiraient à l'aise, les proportions allant de 86% en Espagne et 85% au Royaume-Uni, en Grèce et aux Pays-Bas à 62% en Estonie, 63% en Finlande et 66% en Lituanie.

Les trois quarts des personnes interrogées dans l'ensemble de l'UE déclarent qu'elles se sentiraient à l'aise si une **personne considérée comme âgée** était élue au plus haut poste politique de leur pays, et 13% de plus disent qu'elles se sentiraient modérément à l'aise. Moins d'une personne interrogée sur dix (8%) affirme qu'elle ne se sentirait pas à l'aise dans cette situation. Les proportions vont de 89% au Royaume-Uni, 88% en Irlande et 87% en Espagne à 47% en Lituanie, 54% en Lettonie et 55% à Chypre.

b. Travailler avec une personne jeune ou âgée

Une importante majorité de personnes interrogées sont à l'aise avec l'idée d'avoir une personne considérée comme jeune ou âgée comme collègue de travail

Près de neuf personnes interrogées sur dix (89%) déclarent qu'elles se sentiraient à l'aise si elles avaient une **personne considérée comme jeune** comme collègue de travail. De fortes majorités de personnes interrogées dans tous les pays partagent ce sentiment. Les proportions vont de 97% aux Pays-Bas et 96% en Grèce, au Royaume-Uni et en Suède à 74% en Roumanie, 77% en Autriche et 78% en Finlande.

Près de neuf personnes interrogées sur dix (87%) déclarent qu'elles se sentiraient à l'aise si elles avaient une **personne âgée** comme collègue de travail.

Plus des deux tiers des personnes interrogées dans chaque pays sont de cet avis, les proportions allant de 97% aux Pays-Bas, 96% en Suède et 95% en Irlande et au Royaume-Uni à 68% en Roumanie, 74% en Autriche et 75% en Bulgarie.

c. Un fils ou une fille ayant une relation amoureuse avec une personne jeune ou âgée

Les personnes interrogées se sentent moins à l'aise avec l'idée qu'une personne considérée comme jeune ou âgée entretienne une relation amoureuse avec l'un de leurs enfants

Plus des trois quarts (78%) des personnes interrogées dans toute l'UE déclarent qu'elles se sentiraient à l'aise si leur enfant entretenait une relation amoureuse avec une **personne jeune**, et plus de la moitié des personnes interrogées dans chaque pays partagent ce sentiment.

Plus de la moitié (57%) de l'ensemble des personnes interrogées indiquent qu'elles se sentiraient à l'aise si l'un de leurs enfants avait une relation amoureuse avec une **personne âgée**.

8. La religion et les convictions

a. Une personne appartenant à une religion différente de celle de la majorité élue au plus haut poste politique

Plus des deux tiers des personnes interrogées se sentiraient à l'aise si une personne de religion différente de celle de la majorité était élue au plus haut poste politique dans leur pays

Près de sept personnes interrogées sur dix (69%) dans l'UE déclarent qu'elles se sentiraient à l'aise si une personne appartenant à une religion différente de celle de la majorité était élue au plus haut poste politique dans leur pays. Dans chaque pays, plus de quatre personnes interrogées sur dix pensent de même. Les proportions vont de 88% au Royaume-Uni, 85% en Irlande et 83% en Espagne à 42% en Lituanie, 46% à Chypre et 50% en Grèce.

b. Travailler avec une personne juive, musulmane, bouddhiste, chrétienne ou athée

Plus de sept personnes interrogées sur dix se sentiraient à l'aise avec un collègue juif, musulman, bouddhiste, chrétien ou athée

Globalement, huit personnes interrogées sur dix déclarent qu'elles se sentiraient à l'aise avec un **collègue juif**, et plus de la moitié dans tous les pays partagent ce sentiment[17]. Les proportions varient de 96% aux Pays-Bas, 95% au Royaume-Uni et 93% en Suède à 53% en Roumanie, 63% en Bulgarie et 64% en Autriche.

Bien que 71% des personnes interrogées déclarent qu'elles se sentiraient à l'aise si elles travaillaient avec une **personne musulmane**, il existe des différences considérables entre les pays.

[17] QC12 Que vous travailliez ou non, pouvez-vous me dire si vous vous sentiriez à l'aise ou non avec le fait qu'un collègue, avec lequel vous êtes quotidiennement en contact, appartienne à chacun des groupes suivants en utilisant une échelle allant de 1 à 10 ? '1 signifie que vous seriez « très mal à l'aise » et '10 que vous vous sentiriez « tout à fait à l'aise ».

Ainsi, plus de neuf personnes interrogées sur dix au Royaume-Uni (93%) et aux Pays-Bas (91%), ainsi que 87% en France et en Suède, se sentiraient à l'aise dans cette situation, contre 35% en République tchèque, 37% en Hongrie et 47% en Lituanie. La République tchèque est le seul pays où les personnes interrogées sont plus susceptibles d'indiquer qu'elles seraient mal à l'aise qu'à l'aise.

Plus des trois quarts des personnes interrogées déclarent qu'elles se sentiraient à l'aise avec un **collègue bouddhiste**, et plus de la moitié des personnes interrogées dans chaque pays sont de cet avis. Les proportions vont de 94% au Royaume-Uni et aux Pays-Bas à 51% en Hongrie.

Dans l'ensemble de l'UE, près de neuf personnes interrogées sur dix (88%) déclarent qu'elles se sentiraient à l'aise avec un **collègue chrétien**, et une grande majorité de personnes interrogées dans chaque pays partagent cette opinion. Les proportions s'étendent de 97% en Grèce à 74% en Roumanie.

Plus de huit personnes interrogées sur dix (83%) indiquent qu'elles se sentiraient à l'aise avec un **collègue athée**, et la majorité des personnes interrogées dans chaque pays partagent ce sentiment. Les proportions vont de 95% aux Pays-Bas et 94% au Royaume-Uni et en Suède à 57% en Roumanie, 64% en Autriche et 68% en Hongrie.

c. Si l'un des enfants avait une relation amoureuse avec une personne juive, musulmane, bouddhiste, chrétienne ou athée

Les niveaux d'aise varient considérablement en fonction des groupes concernés

Plus des deux tiers des personnes interrogées (69%) déclarent qu'elles se sentiraient à l'aise si l'un de leurs enfants avait une relation amoureuse avec une **personne juive**[18]. Cependant, au niveau des pays, les proportions varient de façon importante : de 87% au Royaume-Uni, 86% en Suède et 85% aux Pays-Bas à 32% à Chypre, 39% en Roumanie et 42% à Malte et en Grèce.

Environ la moitié (53%) des personnes interrogées se sentiraient à l'aise si l'un de leurs enfants avait une relation amoureuse avec une **personne musulmane**. Les personnes interrogées au Royaume-Uni (82%) sont plus susceptibles que celles des autres pays d'affirmer qu'elles se sentiraient à l'aise dans cette situation, suivies des personnes interrogées en France (68%), en Irlande et en Suède (66% dans les deux pays). À l'autre extrémité de l'échelle, 18% des personnes interrogées en République tchèque, 22% en Lituanie et 23% à Chypre et en Hongrie se sentiraient à l'aise.

Près des deux tiers (65%) de l'ensemble des personnes interrogées déclarent qu'elles se sentiraient à l'aise si leur enfant avait une relation amoureuse avec un **bouddhiste**. Cependant, au niveau national, cette proportion varie considérablement.

À travers l'UE, près de neuf personnes interrogées sur dix (87%) déclarent qu'elles se sentiraient à l'aise si leur enfant entretenait une relation amoureuse avec un **chrétien**. Les variations entre les pays sont relativement faibles dans ce cas, les proportions allant de 97% en Grèce à 72% en Roumanie.

Un peu plus des trois quarts (76%) des personnes interrogées disent qu'elles se sentiraient à l'aise si l'un de leurs enfants avait une relation amoureuse avec un **athée**.

[18] QC13 Que vous ayez ou non des enfants, pouvez-vous me dire, en utilisant une échelle allant de 1 à 10, si vous vous sentiriez à l'aise ou non avec l'idée que l'un de vos enfants ait une relation amoureuse avec une personne appartenant à chacun des groupes suivants. '1 signifie que vous seriez « très mal à l'aise » et '10 que vous vous sentiriez « tout à fait à l'aise ».

Les personnes interrogées en Suède (90%), en France (89%) et au Royaume-Uni (87%) sont les plus susceptibles de dire qu'elles se sentiraient à l'aise dans cette situation. À l'autre extrémité de l'échelle, 36% des personnes interrogées à Chypre, 41% en Roumanie et 46% à Malte partagent ce sentiment.

9. Le handicap

a. Une personne atteinte d'un handicap élue au plus poste politique

Les personnes interrogées sont de plus en plus à l'aise avec l'idée qu'une personne atteinte d'un handicap occupe le plus haut poste politique

Plus des trois quarts (77%) des personnes interrogées déclarent qu'elles se sentiraient à l'aise si une **personne atteinte d'un handicap** était élue au plus haut poste politique dans leur pays[19].

Dans tous les pays sauf un, la majorité des personnes interrogées se sentiraient « à l'aise », bien que les proportions varient considérablement : de 91% aux Pays-Bas, 90% au Royaume-Uni et 89% en Suède à 49% en Roumanie, 52% en Hongrie et 53% en Lituanie.

b. Travailler avec une personne atteinte d'un handicap

La grande majorité des personnes interrogées (84%) seraient à l'aise avec l'idée d'avoir un collègue atteint d'un handicap

Les proportions vont de 95% au Royaume-Uni, aux Pays-Bas et en Suède à 60% en Roumanie, 62% en Hongrie et 67% en Bulgarie.

c. Si l'un des enfants avait une relation amoureuse avec une personne atteinte d'un handicap

Plus des deux tiers (69%) des personnes interrogées déclarent qu'elles seraient à l'aise si leur enfant avait une relation amoureuse avec une personne atteinte d'un handicap

Cependant, il existe des variations considérables entre les pays. Près de neuf personnes interrogées sur dix au Royaume-Uni, aux Pays-Bas (88% dans les deux pays) et en Suède (87%) indiquent qu'elles se sentiraient à l'aise dans cette situation, contre 29% en Bulgarie, 34% en Hongrie et 35% en Roumanie.

[19] QC6 Sur une échelle de 1 à 10, pourriez-vous me dire ce que vous ressentiriez si une personne appartenant à chacune des catégories suivantes était élue au plus haut poste politique dans (NOTRE PAYS). '1' signifie que vous seriez « très mal à l'aise » et '10' que vous vous sentiriez « tout à fait à l'aise ». 6.8 Une personne handicapée

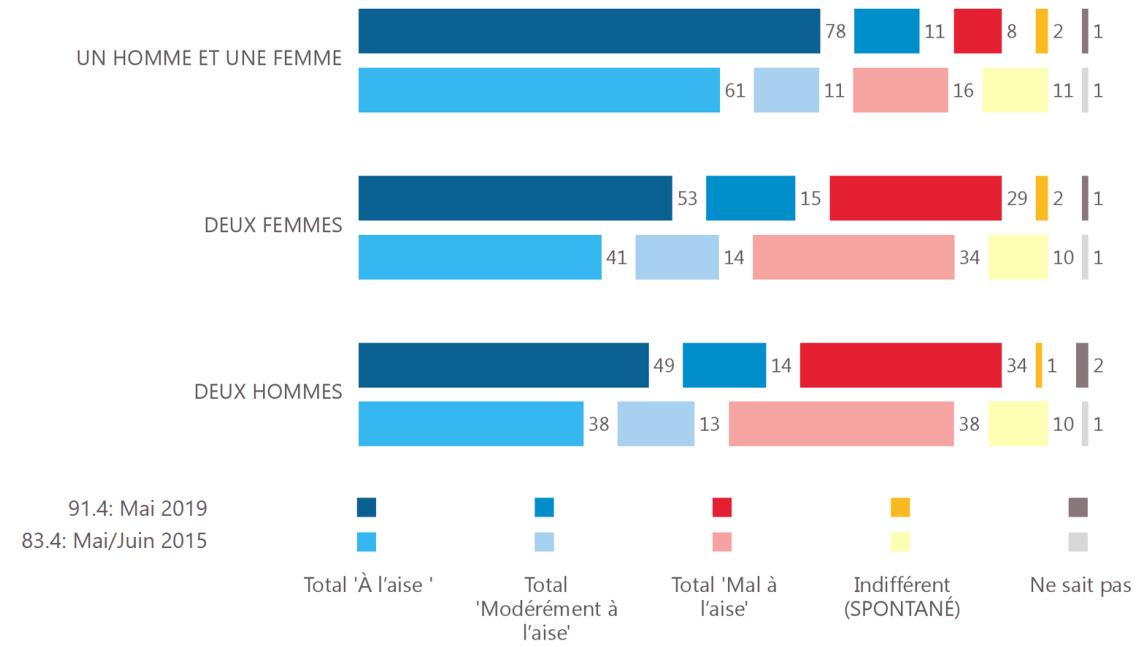
III. LES LGBTI : DROITS ET GESTES D'AFFECTION EN PUBLIC

Bien que le soutien en faveur des relations LGBTI et de l'égalité des droits pour ces personnes ait augmenté par rapport à 2015, des différences importantes existent entre les États membres

Par rapport à 2015, les personnes interrogées sont désormais plus susceptibles d'être à l'aise avec les **gestes d'affection en public** (p. ex. : s'embrasser et se donner la main) entre un homme et une femme (+17 points), entre deux femmes (+12) ou entre deux hommes (+11).

Les personnes interrogées se disent plus à l'aise avec les gestes d'affection en public entre un homme et une femme (78%) qu'entre deux femmes (53%) ou deux hommes (49%).

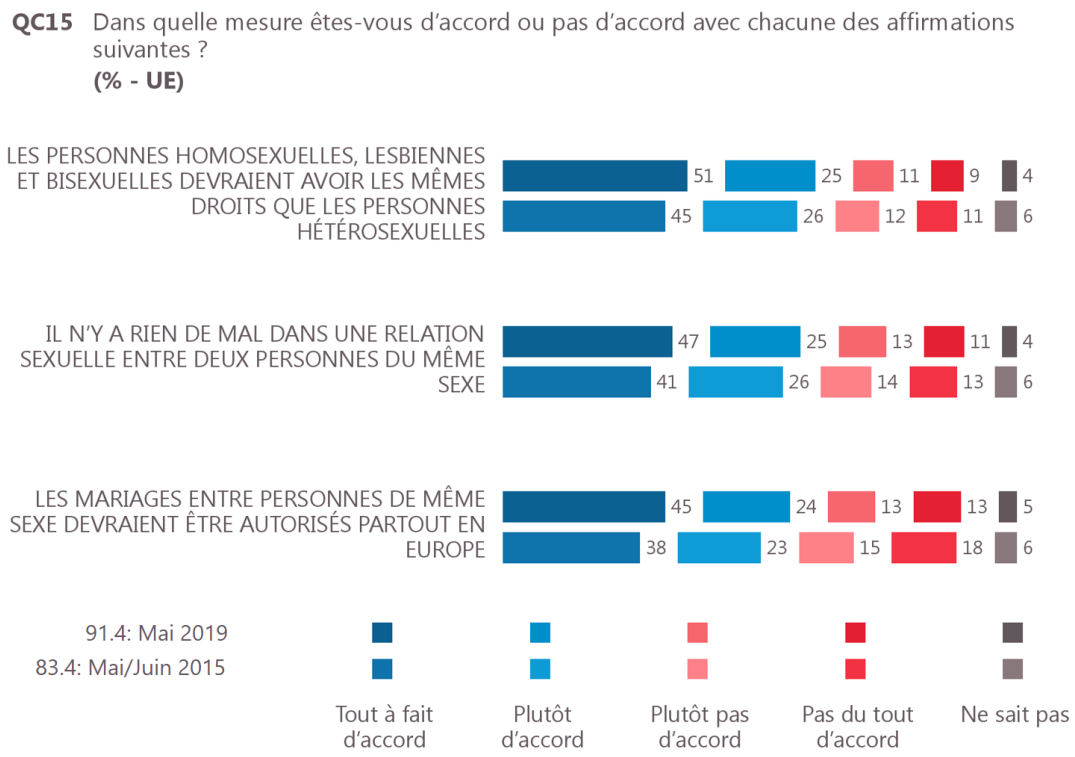
QC18R Sur une échelle de 1 à 10, pourriez-vous me dire si vous vous sentiriez à l'aise si les personnes suivantes montraient des gestes d'affection en public (p.ex. qu'elles s'embrassent ou se donnent la main). '1' signifie que vous vous sentiriez "très mal à l'aise" et '10' que vous vous sentiriez "tout à fait à l'aise"
(% - UE)



Base : toutes les personnes interrogées (n = 27 438)

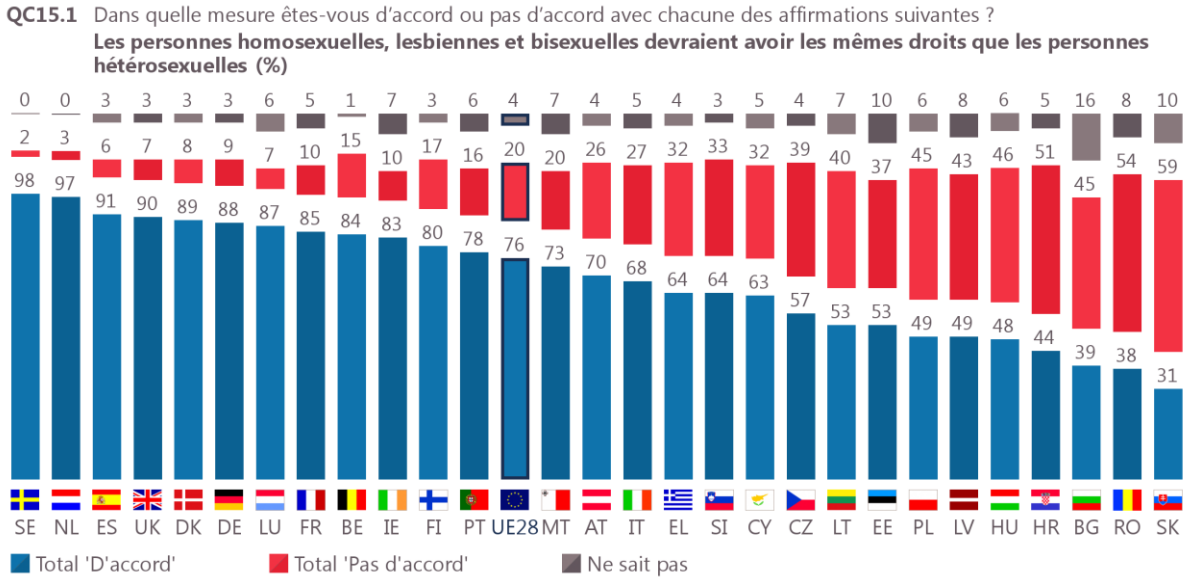
Plus des trois quarts des personnes interrogées (76%, +5 points par rapport à 2015) conviennent que les personnes homosexuelles, lesbiennes et bisexuelles devraient avoir les **mêmes droits** que les personnes hétérosexuelles. De plus, 72% (+5) estiment qu'il n'y a rien de mal dans une **relation sexuelle** entre deux personnes du même sexe et, enfin, 69% (+8) s'accordent à dire que les **mariages entre personnes de même sexe** devraient être autorisés partout en Europe[20].

[20] QC15 Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou pas d'accord avec chacune des propositions suivantes ?



Base : toutes les personnes interrogées (n = 27 438)

Il existe des **variations considérables entre les pays** pour chacune des affirmations proposées. Par exemple, la quasi-totalité des personnes interrogées en Suède (98%) et aux Pays-Bas (97%) conviennent que les personnes homosexuelles, lesbiennes et bisexuelles devraient avoir les mêmes droits que les personnes hétérosexuelles, à l'instar de 91% en Espagne et de 90% au Royaume-Uni. En revanche, seuls 31% des personnes interrogées en Slovaquie, 38% en Roumanie et 39% en Bulgarie partagent cette opinion.



Base : toutes les personnes interrogées (n = 27 438)

Par rapport à 2015, les personnes interrogées acceptent davantage chacun de ces aspects de l'égalité des droits pour les personnes LGTBI. Toutefois, les personnes interrogées dans **neuf pays** sont aujourd'hui **moins susceptibles de penser que les personnes homosexuelles, lesbiennes et bisexuelles devraient avoir les mêmes droits** que les personnes hétérosexuelles. Cette tendance est particulièrement nette en Bulgarie (- 12 points), en Slovaquie et en République tchèque (- 5 dans les deux pays).

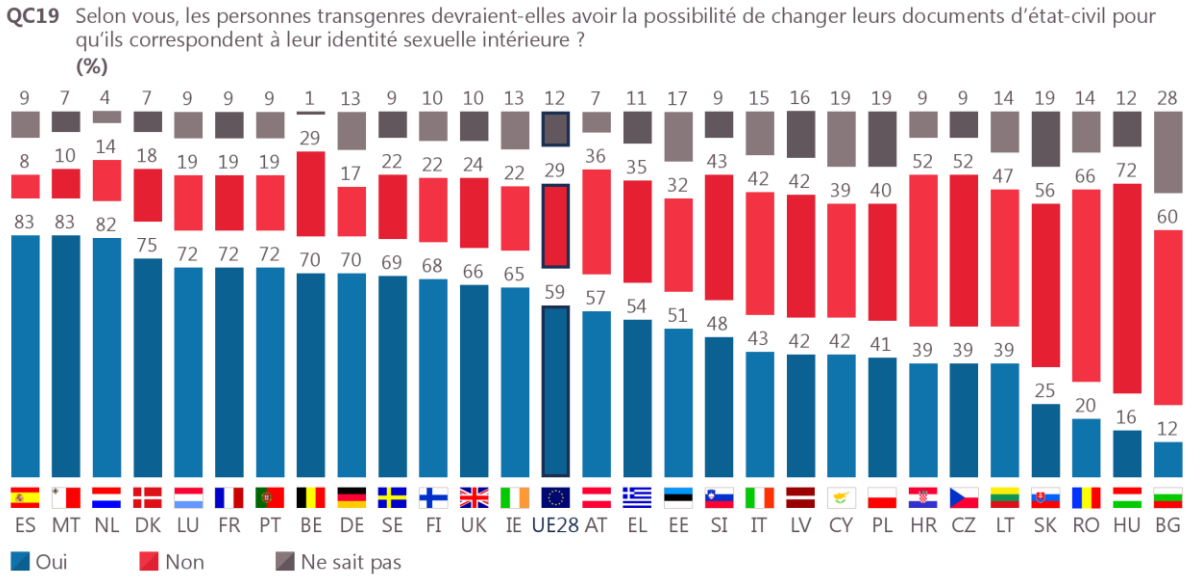
Les personnes interrogées dans **huit pays** sont aujourd'hui **moins susceptibles de penser qu'il n'y a rien de mal dans une relation sexuelle entre deux personnes du même sexe**. En ce qui concerne les **mariages entre personnes de même sexe**, les personnes interrogées dans **six pays** ont **moins tendance à estimer qu'ils devraient être autorisés** partout en Europe. Cette tendance est particulièrement marquée en République tchèque (- 9 points) et en Hongrie (- 6).

QC15 Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou pas d'accord avec chacune des affirmations suivantes ?
Total 'D'accord' (%)

	Les personnes homosexuelles, lesbiennes et bisexuelles devraient avoir les mêmes droits que les personnes hétérosexuelles	Diff. Mai 2019 - Mai/June 2015	Il n'y a rien de mal dans une relation sexuelle entre deux personnes du même sexe	Diff. Mai 2019 - Mai/June 2015	Les mariages entre personnes de même sexe devraient être autorisés partout en Europe	Diff. Mai 2019 - Mai/June 2015
UE28	76	▲ 5	72	▲ 5	69	▲ 8
BE	84	▲ 3	82	=	82	▲ 5
BG	39	▼ 12	20	▼ 7	16	▼ 1
CZ	57	▼ 5	57	▼ 3	48	▼ 9
DK	89	▼ 1	90	▲ 2	89	▲ 2
DE	88	▲ 18	86	▲ 12	84	▲ 18
EE	53	▲ 9	49	▲ 9	41	▲ 10
IE	83	▼ 4	80	▼ 2	79	▼ 1
EL	64	▲ 2	44	▲ 2	39	▲ 6
ES	91	▲ 1	89	▲ 2	86	▲ 2
FR	85	▲ 4	85	▲ 2	79	▲ 8
HR	44	▼ 4	36	▼ 3	39	▲ 2
IT	68	▼ 4	59	▼ 2	58	▲ 3
CY	63	▲ 1	40	=	36	▼ 1
LV	49	▲ 7	25	▲ 2	24	▲ 5
LT	53	▲ 9	35	▲ 5	30	▲ 6
LU	87	▲ 12	88	▲ 8	85	▲ 10
HU	48	▼ 1	41	▼ 3	33	▼ 6
MT	73	▼ 4	73	▲ 2	67	▲ 2
NL	97	▲ 1	92	▲ 1	92	▲ 1
AT	70	=	65	▼ 2	66	▲ 4
PL	49	▲ 12	49	▲ 12	45	▲ 17
PT	78	▲ 7	69	▲ 10	74	▲ 13
RO	38	▲ 2	29	▲ 5	29	▲ 8
SI	64	▲ 10	60	▲ 5	62	▲ 8
SK	31	▼ 5	29	▼ 4	20	▼ 4
FI	80	▲ 6	79	▲ 8	76	▲ 10
SE	98	▲ 3	95	▲ 2	92	▲ 2
UK	90	▲ 6	85	▲ 10	85	▲ 14

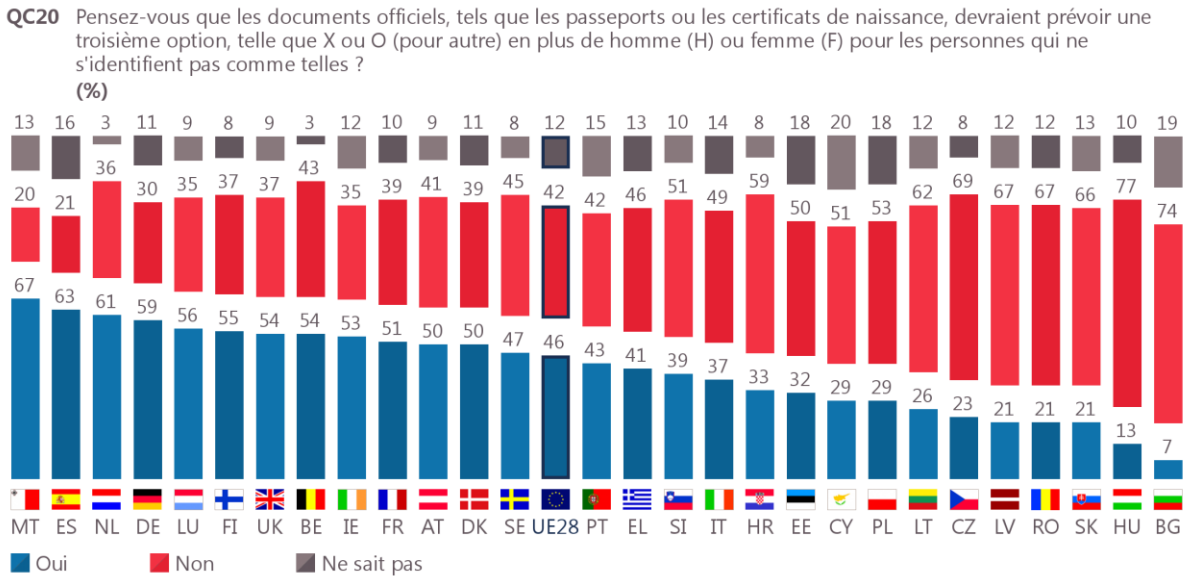
Base : toutes les personnes interrogées (n = 27 438)

La majorité des personnes interrogées (59%) pensent que les personnes transgenres devraient pouvoir **modifier leurs documents d'état civil** pour que ceux-ci correspondent à leur identité sexuelle intérieure, même si ces proportions varient de 83% en Espagne et à Malte à 12% en Bulgarie[21].



Base : toutes les personnes interrogées (n = 27 438)

Près de la moitié (46%) de l'ensemble des personnes interrogées pensent que **les documents officiels devraient prévoir une troisième option**, telle que X ou O, pour les personnes qui ne s'identifient ni comme femme ni comme homme. Toutefois, cette opinion varie de 67% à Malte à 7% en Bulgarie[22].



Base : toutes les personnes interrogées (n = 27 438)

[21] QC19 Selon vous, les personnes transgenres devraient-elles avoir la possibilité de changer leurs documents d'état-civil pour qu'ils correspondent à leur identité sexuelle intérieure ?
[22] QC20 Pensez-vous que les documents officiels, tels que les passeports ou les certificats de naissance, devraient prévoir une troisième option, telle que X ou O (pour autre) en plus de homme (H) ou femme (F) pour les personnes qui ne s'identifient pas comme telles ?

IV. LES ROMS

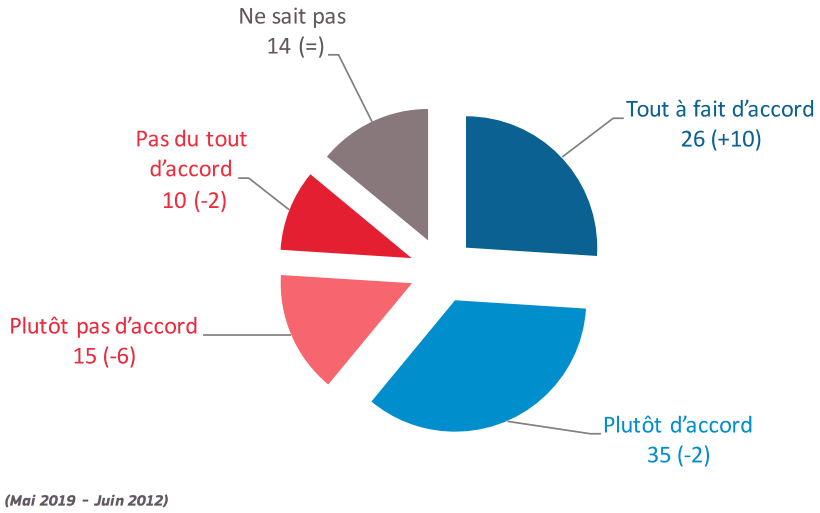
Près de quatre personnes interrogées sur dix (39%) pensent que leurs concitoyens se sentiraient à l'aise si leurs enfants avaient des **camarades de classe roms**, ce qui représente une augmentation de huit points par rapport à 2012[23].

Les personnes interrogées en Finlande (59%), en Lettonie (56%) et en Pologne (53%) sont les plus susceptibles d'indiquer que les citoyens de leur pays se sentiraient à l'aise si leurs enfants avaient des camarades de classe roms, en particulier par rapport à celles interrogées en France (25%), au Portugal (27%) ou en Italie (29%).

Les pourcentages les plus élevés de personnes interrogées qui pensent que leurs concitoyens seraient mal à l'aise sont observés en Grèce (41%), en République tchèque (40%), en Italie (38%), en Autriche et en Belgique (36% dans les deux pays).

De plus en plus de personnes conviennent que la société pourrait bénéficier d'une **meilleure intégration** des Roms. Il s'agit de l'opinion de la majorité des personnes interrogées (61%)[24].

QC16.1 Et dans quelle mesure êtes-vous d'accord, ou pas du tout d'accord avec la proposition suivante ?
La société pourrait bénéficier d'une meilleure intégration des Roms
(% - UE)



Base : toutes les personnes interrogées (n = 27 438)

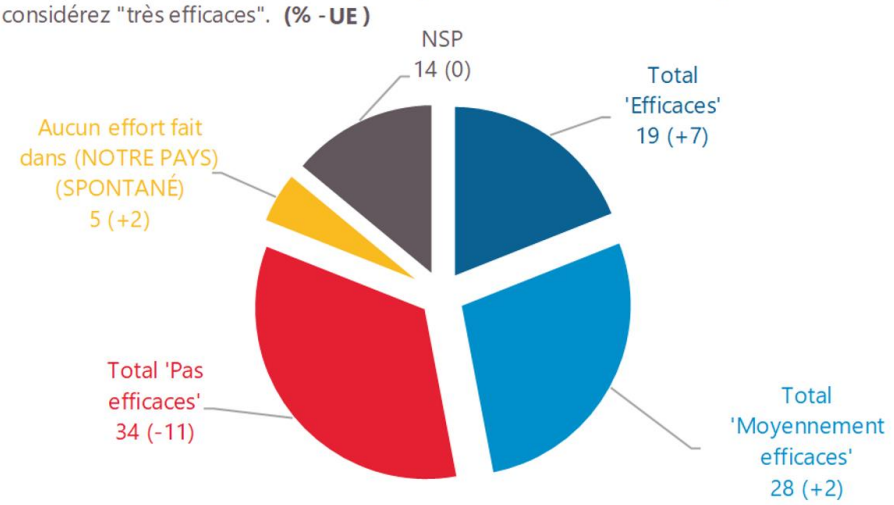
Cependant, seule une petite minorité (19%) de personnes interrogées estiment que les efforts réalisés dans leur **pays pour l'intégration des populations roms** sont efficaces[25], et 28% de plus estiment que ces efforts sont moyennement efficaces.

[23] QC14 Sur une échelle de 1 à 10, pourriez-vous me dire ce que, selon vous, les citoyens (NATIONALITÉ) ressentiraient si leurs enfants avaient des camarades de classe roms ? '1' signifie que les citoyens (NATIONALITÉ) se sentiraient « très mal à l'aise » et '10' qu'ils seraient « tout à fait à l'aise »

[24] QC16 Et dans quelle mesure êtes-vous d'accord, ou pas du tout d'accord avec la proposition suivante : La société pourrait bénéficier d'une meilleure intégration des Roms

[25] QC8 Sur une échelle de 1 à 10, pourriez-vous me dire si vous pensez que les efforts réalisés en (NOTRE PAYS) pour l'intégration (dans les domaines de l'éducation, de la santé, du logement et de l'emploi) des populations roms sont efficaces ? '1' signifie que vous considérez que ces efforts ne sont « pas du tout efficaces » et '10' que vous les considérez « très efficaces ».

QC8R Sur une échelle de 1 à 10, pourriez-vous me dire si vous pensez que les efforts réalisés en (NOTRE PAYS) pour l'intégration (dans les domaines de l'éducation, de la santé, du logement et de l'emploi) des populations roms sont efficaces ? '1' signifie que vous considérez que ces efforts ne sont "pas du tout efficaces" et '10' que vous les considérez "très efficaces". **(% - UE)**



Base : toutes les personnes interrogées (n = 27 438)

En dépit des tendances positives qui émergent de l'enquête actuelle, **les Roms sont toujours exposés au risque de discrimination le plus élevé**. Un peu plus de six personnes interrogées sur dix (61%) dans l'UE estiment que la discrimination fondée sur le fait d'être rom est répandue. Les personnes interrogées sont également moins susceptibles de se sentir à l'aise avec les Roms dans diverses situations qu'elles ne le sont avec d'autres groupes, notamment les personnes d'origine ethnique différente, les personnes noires et les personnes musulmanes. La seule exception porte sur le cas de l'un des enfants qui entretient une relation amoureuse avec un Rom - les personnes interrogées sont légèrement plus à l'aise avec cette idée qu'avec celle d'une relation amoureuse de leur enfant avec une personne transgenre ou intersexe.

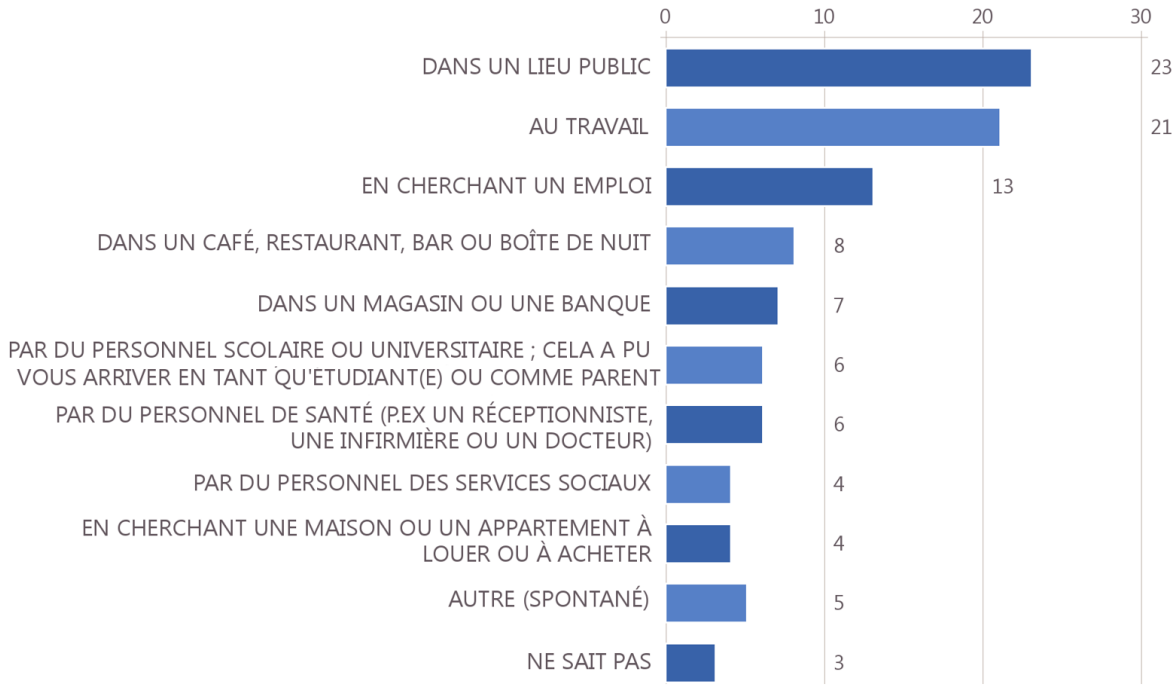
V. EXPÉRIENCE DE LA DISCRIMINATION

17% des personnes interrogées déclarent s'être senties personnellement discriminées au cours des 12 derniers mois, contre 21% en 2015[26]. Ce pourcentage augmente pour les personnes qui considèrent appartenir à un groupe minoritaire

Les personnes interrogées qui considèrent appartenir à un **groupe minoritaire** sont plus susceptibles d'affirmer avoir été victimes de discrimination ou de harcèlement au cours des 12 derniers mois. Par exemple, 58% pour les personnes qui considèrent appartenir à une minorité sexuelle (comme les homosexuels, lesbiennes ou bisexuel(le)s) ; 52% pour les personnes atteintes d'un handicap ; 49% pour les Roms ; 40% pour les minorités ethniques ; et 38% pour les personnes qui considèrent appartenir à une minorité religieuse, contre 13% des personnes qui ne se considèrent pas comme faisant partie d'une minorité.

Les personnes interrogées qui se sont senties discriminées au cours des 12 derniers mois sont plus susceptibles de signaler un tel incident dans un **lieu public** (23%), au **travail** (21%) ou **en cherchant un emploi** (13%)[27].

QC3 En pensant à la dernière fois où vous-vous êtes senti(e) discriminé(e), à quelle occasion cela s'est-il produit ? **(% - UE)**



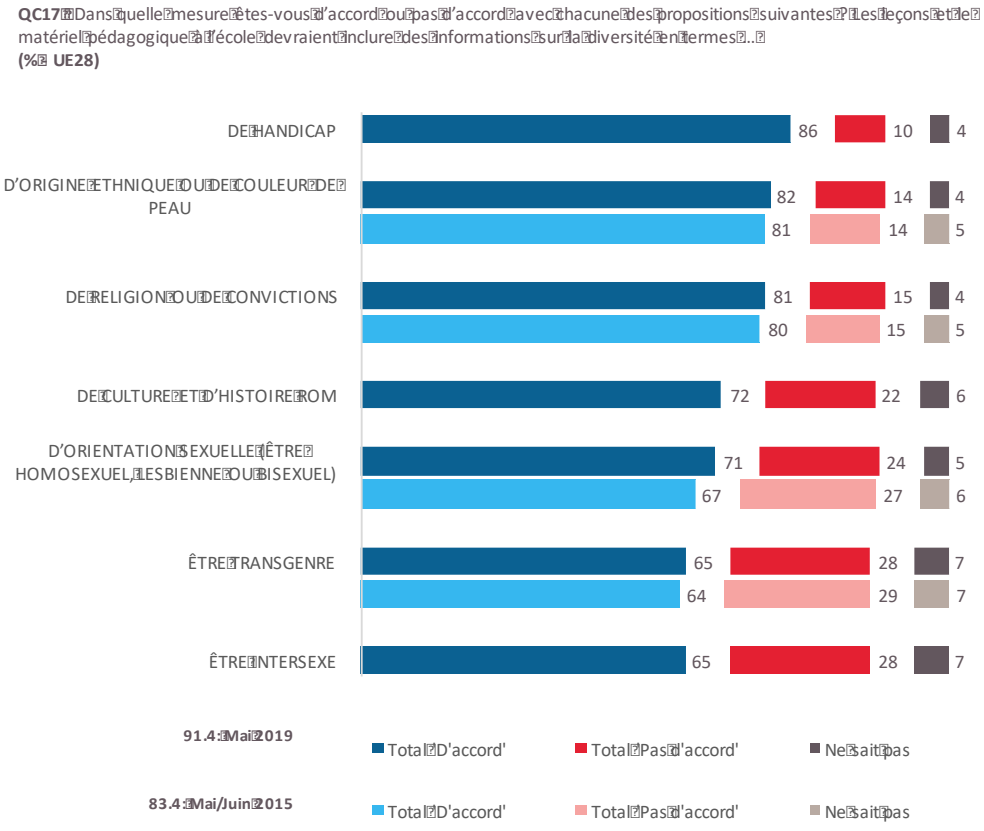
Base : personnes interrogées qui se sont senties discriminées (4 550)

En cas de discrimination, les personnes interrogées indiquent qu'elles préfèreraient **s'adresser** à la police (35%), à un ami ou un membre de la famille (20%), à un organisme pour l'égalité des chances (12%), à un avocat (9%), à des ONG ou des associations (4%), à des tribunaux (4%), à des syndicats (4%), à un mécanisme de résolution des litiges (3%), autre (2%)[28]. Moins d'une personne interrogée sur dix (7%) répond ne pas savoir.

[26] QC2 Au cours des 12 derniers mois, vous êtes-vous senti(e) personnellement discriminé(e) ou avez-vous été harcelé(e) sur la base d'une ou plusieurs des raisons suivantes ? Veuillez m'indiquer toutes les raisons qui s'appliquent
[27] QC3 En pensant à la dernière fois où vous-vous êtes senti(e) discriminé(e), à quelle occasion cela s'est-il produit ?
[28] QC10 Si vous étiez victime de discrimination ou de harcèlement, à qui préfèreriez-vous vous adresser ?

La plupart des personnes interrogées estiment que les leçons et le matériel pédagogique à l'école devraient inclure des informations sur la diversité. C'est particulièrement le cas concernant le handicap (86%), l'origine ethnique ou la couleur de peau (82%) et la religion ou les convictions (81%). En revanche, 65% pensent que les leçons et le matériel pédagogique à l'école devraient inclure des informations sur le fait d'être transgenre ou intersexe[29].

Bien que, dans plusieurs pays, les personnes interrogées ont plus tendance à penser aujourd'hui que les leçons et le matériel pédagogique à l'école devraient inclure des informations sur la diversité qu'en 2015, cette tendance ne se vérifie pas dans tous les pays. Les personnes interrogées dans 10 pays[30] sont désormais **moins susceptibles d'estimer** que les leçons et le matériel pédagogique à l'école devraient inclure des informations sur la diversité en termes de religion ou de convictions. Encore une fois, par rapport à 2015, les personnes interrogées dans 11 pays[31] sont aujourd'hui moins susceptibles d'être d'accord avec l'inclusion de ces informations sur la diversité en termes d'origine ethnique et de couleur de peau et, dans 8 pays[32], les personnes interrogées sont moins susceptibles d'être d'accord avec l'inclusion d'informations sur l'orientation sexuelle.



Base : toutes les personnes interrogées (n = 27 438)

[29] QC17 Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou pas d'accord avec chacune des propositions suivantes ? Les leçons et le matériel pédagogique à l'école devraient inclure des informations sur la diversité en termes ... En 2015, le libellé de l'item 17.2 était légèrement différent : « origine ethnique » et item 17.4 « identité sexuelle (être transgenre ou transsexuel) ».
[30] Italie, Chypre, Pays-Bas, Lettonie, Hongrie, Slovaquie, République tchèque, Roumanie, Bulgarie et Luxembourg.
[31] Roumanie, Lettonie, Allemagne, Irlande, Autriche, Italie, Hongrie, Slovaquie, Luxembourg, Bulgarie et République tchèque.
[32] Portugal, Italie, Chypre, Slovaquie, Croatie, Bulgarie, République tchèque et Hongrie.

VI. OPINIONS SUR L'ÉGALITÉ DES CHANCES DANS L'EMPLOI

Le look ou l'âge sont les deux critères les plus souvent considérés comme pouvant défavoriser un candidat dans le cadre d'une embauche où deux candidats possèdent les mêmes compétences et qualifications

Lorsqu'il leur est demandé d'envisager une situation dans laquelle une entreprise a le choix entre deux candidats à compétences et qualifications égales, 48% des personnes interrogées déclarent que le look d'un candidat peut le défavoriser, tandis que 47% sont du même avis à propos de son âge (s'il est considéré comme trop jeune ou trop vieux)[33]. Un peu plus de quatre personnes interrogées sur dix estiment que le handicap ou l'apparence physique générale d'un candidat peuvent le défavoriser (41% dans les deux cas).

Les critères les plus souvent cités comme pouvant défavoriser un candidat à un poste face à d'autres candidats de compétences et qualifications égales varient selon les pays de l'UE. Dans 13 pays, l'âge du candidat est le plus mentionné, tandis que dans huit pays, c'est le look du candidat qui est le plus souvent considéré comme pouvant défavoriser un candidat. Dans cinq pays, le fait que le candidat soit rom est le critère le plus mentionné (Finlande, Grèce, Slovénie, Hongrie et Slovaquie), tandis que la couleur de peau d'un candidat est le critère le plus cité en Belgique et l'apparence physique générale celui le plus mentionné en Pologne.

Les personnes interrogées sont plus susceptibles de penser que suffisamment d'efforts sont faits pour encourager la diversité en termes d'âge, pour les plus jeunes, ou homme-femme sur le lieu de travail

Il a été demandé aux personnes interrogées si elles pensent que suffisamment d'efforts sont faits sur leur lieu de travail pour encourager la diversité par rapport aux différents groupes exposés au risque de discrimination. Près de la moitié des personnes interrogées déclarent spontanément que ces questions ne sont « pas applicables » à leur cas. Dans les résultats présentés ci-dessous, ces réponses « pas applicable » ont été exclues, et les pourcentages ont été recalculés sur la base des personnes interrogées restantes[34].

Les deux tiers des personnes interrogées estiment que, sur leur lieu de travail, suffisamment d'efforts sont faits pour encourager la diversité en ce qui concerne l'âge (par rapport aux jeunes) ou le fait d'être un homme ou une femme (66% dans les deux cas). De plus, dans ces deux cas, plus de trois personnes interrogées sur dix se déclarent tout à fait d'accord. Près de six personnes interrogées sur dix (58%) pensent que suffisamment d'efforts sont faits en ce qui concerne la couleur de peau, ou la religion ou les convictions, tandis que 57% sont du même avis à propos du handicap et 56% de l'origine ethnique ou de l'âge (par rapport aux personnes âgées). La moitié (50%) des personnes interrogées estiment que suffisamment d'efforts sont faits pour encourager la diversité sur leur lieu de travail en ce qui concerne l'orientation sexuelle.

[33] QC4 Dans (NOTRE PAYS), lorsqu'une entreprise cherche à embaucher quelqu'un et qu'elle a le choix entre deux candidats de compétences et de qualifications égales, quels sont, dans la liste suivante, tous les critères qui, selon vous, peuvent défavoriser un candidat ?

[34] QC9 Diriez-vous que suffisamment d'efforts sont faits pour encourager la diversité sur votre lieu de travail en ce qui concerne ... ? En 2015, le libellé de l'item 9.4 était « Sexe », au lieu de « Être un homme ou une femme » et l'item 9.10 était « Identité sexuelle (être transgenre ou transsexuel) » au lieu de « Être transgenre ».

VII. MESURES ET POLITIQUES DE LUTTE CONTRE LA DISCRIMINATION

Seule une minorité de personnes interrogées pensent que les efforts réalisés par leur pays pour lutter contre la discrimination sont efficaces

En ce qui concerne l'efficacité des efforts réalisés par leur pays pour lutter contre toute forme de discrimination, un peu plus du quart des personnes interrogées (26%) jugent ces efforts efficaces, tandis que 36% les considèrent moyennement efficaces. Près de trois personnes interrogées sur dix (28%) estiment que ces efforts ne sont pas efficaces, 7% ne savent pas et 3% affirment spontanément qu'aucun effort n'a été entrepris. L'opinion a peu évolué par rapport à 2015.

Dans tous les États membres, moins de la moitié des personnes interrogées pensent que les efforts réalisés par leur pays sont efficaces, les proportions allant de 48% au Luxembourg, 42% en Irlande, 38% en Finlande et à Malte à 16% en Lettonie et en France et 20% en République tchèque.

Au cours des 12 derniers mois, une faible proportion de personnes interrogées ont entrepris des actions personnelles pour lutter contre la discrimination

La défense publique d'une personne victime de discrimination est l'action personnelle la plus couramment entreprise au cours des 12 derniers mois pour lutter contre la discrimination (16%)[35]. Plus d'une personne interrogée sur dix (13%) a partagé du contenu sur les réseaux sociaux en ligne relatif à des traitements discriminatoires, tandis que 11% ont soulevé publiquement la question de la discrimination sur leur lieu de travail. Plus d'une personne interrogée sur vingt (7%) a rejoint une association ou campagne défendant des personnes contre la discrimination.

[35] QC5 Au cours des 12 derniers mois, avez-vous fait l'une des actions suivantes : 5.1 Vous avez partagé du contenu sur les réseaux sociaux en ligne relatif à des traitements discriminatoires ; 5.2 Vous avez publiquement défendu une personne victime de discrimination ; 5.3 Vous avez rejoint une association ou campagne défendant des personnes contre la discrimination ; 5.4 Vous avez publiquement soulevé la question de la discrimination sur votre lieu de travail.

CONCLUSION

Il ressort de cette enquête Eurobaromètre que la perception selon laquelle la discrimination est un phénomène **répandu** a perdu du terrain, tandis que, parallèlement, les personnes interrogées sont de plus en plus **à l'aise** avec les groupes exposés au risque de discrimination. Cependant, des divergences d'opinions considérables subsistent en fonction des différents groupes exposés au risque de discrimination et entre les États membres de l'UE.

Plus de six personnes interrogées sur dix déclarent qu'elles se sentiraient à l'aise de travailler **avec une personne** appartenant à l'un des groupes concernés par les questions, et le sentiment d'être à l'aise a augmenté dans tous les cas de 6 à 10 points par rapport à 2015. La proportion de personnes qui se sentent à l'aise avec le fait qu'une personne appartenant aux différents groupes ciblés par les questions puisse occuper **le plus haut poste politique** dans leur pays varie de 49% (pour les Roms) à 88% (pour une femme). Néanmoins, pour chaque groupe, le sentiment d'être à l'aise a augmenté d'au moins 7 points par rapport à 2015. Une tendance similaire est observée concernant le degré d'aise des personnes interrogées à l'idée que **l'un de leurs enfants ait une relation amoureuse** avec une personne appartenant à l'un des groupes concernés par les questions. Bien que les niveaux absolus varient de 43% (pour une personne transgenre) à 88% (pour une personne blanche), les attitudes sont devenues plus positives, comme en témoignent les augmentations comprises entre 6 et 12 points par rapport à 2015.

En général, le niveau d'aise avec les **Roms**, les **personnes intersexes** et les personnes **transgenres** est inférieur au niveau d'aise à l'égard des autres groupes. Les résultats montrent également que les personnes interrogées sont plus à l'aise avec l'idée qu'une personne appartenant à un groupe exposé au risque de discrimination soit élue au plus haut poste politique ou soit leur collègue qu'elles ne le sont avec l'idée qu'une personne appartenant à l'un de ces groupes entretienne une relation amoureuse avec l'un de leurs enfants.

Les attitudes concernant les droits et relations **LGBTI** sont plus positives qu'en 2015. Une importante majorité d'Européens conviennent que les personnes homosexuelles, lesbiennes et bisexuelles devraient avoir les mêmes droits que les personnes hétérosexuelles (76%), qu'il n'y a rien de mal dans les relations sexuelles entre deux personnes du même sexe (72%), ou que les mariages entre personnes de même sexe devraient être autorisés partout en Europe (69%). Plus de la moitié des personnes interrogées pensent que les documents officiels devraient prévoir une troisième option (X ou O) pour les personnes qui ne s'identifient pas comme femme ou homme. Les opinions varient considérablement selon les pays, de 67% à Malte et 63% en Espagne à 7% en Bulgarie et 13% en Hongrie.

Plus de six personnes interrogées sur dix pensent que la discrimination à l'encontre des **Roms** est répandue dans leur pays, ce qui représente le niveau le plus élevé parmi tous les groupes concernés par les questions. Les variations entre les États membres sont considérables, allant de 23% en Estonie à 82% en Grèce et en Suède. Bien que près des deux tiers des personnes interrogées se sentiraient à l'aise si elles avaient un collègue rom, elles sont moins susceptibles d'être à l'aise avec l'idée qu'un Rom occupe le plus haut poste politique dans leur pays ou entretienne une relation amoureuse avec l'un de leurs enfants. Cependant, dans chaque cas, les attitudes sont désormais plus favorables qu'elles ne l'étaient en 2015. Une fois de plus, des tendances nationales peuvent être observées, les personnes interrogées aux Pays-Bas, en Espagne, au Royaume-Uni, en Suède et en Irlande comptant parmi les plus susceptibles de se sentir à l'aise avec les Roms dans ces situations, et celles interrogées en Lituanie et en Bulgarie étant beaucoup moins susceptibles de partager ce sentiment.

Même si seulement moins de quatre personnes interrogées sur dix pensent que les citoyens de leur pays se sentiraient à l'aise si leurs enfants avaient des camarades de classe roms, cela représente augmentation considérable par rapport à 2012, date à laquelle cette question avait été posée pour la dernière fois.

Il existe également un consensus croissant sur le fait que la société pourrait bénéficier d'une meilleure intégration des Roms. Il s'agit en effet de l'opinion majoritaire. Cependant, seule une petite minorité de personnes interrogées estiment que les efforts réalisés par leur pays pour l'intégration des populations roms sont efficaces.

En dépit des tendances positives qui émergent de l'enquête actuelle, les Roms sont toujours exposés au risque de discrimination le plus élevé. Les personnes interrogées sont moins susceptibles de se sentir à l'aise avec les Roms dans diverses situations qu'avec les autres groupes.

Lorsqu'on demande aux personnes interrogées dans l'ensemble de l'UE si elles se sont senties **personnellement discriminées ou harcelées** au cours des 12 derniers mois, 17% répondent par l'affirmative. Ce pourcentage est en diminution par rapport à 2015. En effet, 21% des personnes interrogées avaient déclaré avoir eu ce sentiment cette année-là. Cependant, il est important de noter que les personnes interrogées qui considèrent appartenir à un groupe minoritaire sont plus susceptibles d'affirmer avoir été victimes de discrimination ou de harcèlement au cours des 12 derniers mois, les pourcentages atteignant 58% pour celles qui considèrent appartenir à une minorité sexuelle et 52% pour les personnes disant être atteintes d'un handicap. Lorsqu'elles sont victimes de discrimination, les personnes interrogées indiquent le plus souvent qu'elles préfèreraient s'adresser à la police (35%), à un ami ou à un membre de la famille (20%), ou à un organisme pour l'égalité des chances (12%).

Seule une minorité de personnes interrogées pensent que les **efforts réalisés par les autorités pour lutter contre la discrimination** dans leur pays sont efficaces. Dans le même temps, la plupart des personnes interrogées estiment que les **leçons et le matériel pédagogique à l'école** devraient inclure des informations sur la diversité. C'est particulièrement le cas concernant le handicap (86%), l'origine ethnique ou la couleur de peau (82%) ou la religion ou les convictions (81%). En revanche, 65% pensent que les leçons et le matériel pédagogique à l'école devraient inclure des informations sur le fait d'être transgenre ou intersexe.